

L'Algérie se félicite de la teneur du communiqué des autorités de l'Etat du Vatican sur la visite officielle du Pape Léon XIV en Algérie

P.02

Double anniversaire du 24 février : Le président Tebboune met en avant les réalisations accomplies par l'Algérie sur les différents plans

P.02



La loi sur la déchéance de la nationalité algérienne est officiellement entrée en vigueur

P.03



Santé :



Une plateforme pour le recensement des diplômés des écoles paramédicales privées sans emploi

P.04

Collectivités locales :



Le ministre de l'Intérieur préside une réunion de coordination avec les walis

P.04

Energie :



7^e mondial, 3^e en Europe : Le président Tebboune salue l'irrésistible ascension du gaz algérien

P.05

Annaba :
Plusieurs projets d'aménagement urbain inspectés par le wali lors de sa sortie

P.06



L'Algérie se félicite de la teneur du communiqué des autorités de l'Etat du Vatican sur la visite officielle du Pape Léon XIV en Algérie

L'Algérie s'est félicitée de la teneur du communiqué publié, mercredi, par les autorités de l'Etat du Vatican, annonçant la visite officielle de Sa Sainteté, le Pape Léon XIV, en Algérie, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, indique un communiqué de la Présidence de la République. "L'Algérie se félicite de la teneur du communiqué publié ce jour par les autorités de l'Etat du Vatican annonçant la visite officielle de Sa Sainteté, le Pape Léon XIV, en Algérie, à l'invitation du président

de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République. "Cette visite permettra de consolider les liens d'amitié, de confiance et d'entente unissant l'Algérie et l'Etat du Vatican et ouvrira sans

nul doute de nouvelles perspectives de coopération, reflétant leur conviction commune quant à la nécessité de bâtir un monde fondé sur la paix et les valeurs du dialogue et de la justice, face aux différents défis actuels auxquels l'humanité est confrontée", ajoute la même source.



DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER : Le président de la République met en avant les réalisations accomplies par l'Algérie sur les différents plans

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, mardi, les réalisations accomplies par l'Algérie ces dernières années, dans divers domaines en concrétisation des politiques économiques et sociales dont les résultats sont visibles chaque jour à travers les différentes régions du pays, exprimant sa satisfaction face à l'enthousiasme manifesté par le peuple algérien pour les différents nouveaux projets. Dans un message adressé à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, lu par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, qui a présidé mardi à Oran, la cérémonie de célébration de ce double anniversaire, le président de la République a exprimé "toute sa considération à toutes les femmes

et tous les hommes engagés dans la concrétisation des grands projets". "Les projets mis en service tout au long de ces dernières années, ceux en cours d'achèvement et ceux programmés pour un lancement imminent ne font que confirmer leur confiance dans la trajectoire empruntée par l'Algérie. Autant de réalisations qui incarnent la mise en œuvre des politiques économiques et sociales dont les résultats sont visibles chaque jour à travers les différentes régions du pays", a-t-il ajouté. Le président de la République a, à ce propos, exprimé sa satisfaction face à l'enthousiasme manifesté par le peuple algérien pour les différents nouveaux projets : "Nous constatons, ensemble, au plus profond de notre chère patrie et au sein du peuple algérien, l'enthousiasme et la réjouissance qui se sont manifestés de la manière la plus évidente à l'occasion de l'inauguration de la ligne

ferroviaire minière de l'Ouest, qui, avec d'autres projets structurants à portée locale et nationale, confirme que les politiques nationales actuelles reposent sur les critères d'efficacité et de réalisme, ainsi que sur la pertinence de la décision politique souveraine". "C'est là une orientation qui exprime la doctrine de l'Algérie nouvelle et victorieuse... Une doctrine étroitement liée à la référence de Novembre et au legs de la glorieuse Guerre de libération... Une doctrine pragmatique, à tous égards, dans l'établissement de ponts de coopération et de partenariat avec tous, dans tous les continents, sur la base d'intérêts et d'avantages mutuels", a-t-il poursuivi. Concernant la nationalisation des hydrocarbures, le président de la République a souligné l'importance de cet anniversaire qui a consacré "une décision souveraine historique et

déterminante", relevant que grâce aux compétences, aux cadres, aux travailleuses et travailleurs du secteur de l'énergie, "nous avons pu doubler la production commerciale d'énergie". "Aujourd'hui, nous sommes le septième exportateur mondial de gaz et le troisième fournisseur du marché européen, de même que nous détenons la troisième plus grande réserve pétrolière en Afrique", a-t-il dit. Le président de la République a salué les efforts et la mobilisation des cadres, "dans le même esprit que celui dont ont fait preuve leurs prédécesseurs, à cette étape où nous œuvrons à consacrer la valeur de l'effort et du travail comme moteur des processus de développement durable du pays et à encourager les compétences, notamment parmi nos jeunes, à poursuivre l'excellence technique et la maîtrise des technologies". En conclusion, le président de



la République a renouvelé "ses salutations à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs à l'occasion de l'anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ainsi qu'à l'ensemble des dirigeants, cadres, travailleuses et travailleurs du secteur des hydrocarbures, qui suivent la voie tracée par leurs prédécesseurs au lendemain de l'annonce de la décision de la nationalisation des hydrocarbures, et puisent dans le défi qu'ils ont relevé à l'époque, la force et la détermination pour développer le secteur et accroître ses capacités".

Nasri reçoit l'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas en Algérie

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a reçu mercredi, l'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas en Algérie, Mme Elisabeth Anne Luwema, qui lui a rendu une visite de courtoisie, indique un communiqué du Conseil. A l'entame de la rencontre, M. Nasri a exprimé l'aspiration de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à œuvrer avec le nouveau gouvernement néerlandais afin d'"insuffler une dynamique qualitative et renouvelée aux relations bilatérales, dans un esprit de confiance, de respect mutuel et d'intérêts partagés", précise la même source. Les deux parties ont, à cette occasion, passé en revue l'état et les perspectives des relations algéro-néerlandaises, mettant en avant l'existence d'"un dialogue politique soutenu et d'un potentiel

économique prometteur". Dans ce contexte, le président du Conseil de la nation a affirmé que "l'Algérie, fidèle aux constantes de sa politique étrangère fondée sur le réalisme, l'équilibre et la préservation des intérêts mutuels, adopte une approche constructive dans l'établissement de ses partenariats internationaux, de manière à soutenir le développement national et à consolider la stabilité régionale, dans le respect du droit international, du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". S'agissant des relations économiques, M. Nasri a insisté sur "la nécessité de les hisser au niveau des potentialités disponibles, notamment dans les secteurs de l'énergie et des énergies renouvelables, de l'agriculture et de l'agroalimentaire, de la gestion des ressources hydriques, ainsi que de

l'innovation et de l'appui aux start-up". Il a également mis en exergue les garanties et incitations offertes par le nouveau cadre juridique de l'investissement en Algérie, à même d'"accroître l'attractivité du marché algérien auprès des partenaires internationaux, dont les opérateurs néerlandais". Les discussions ont également porté sur des questions régionales et internationales d'intérêt commun. A ce propos, M. Nasri a souligné que "les mutations actuelles des relations internationales imposent de renforcer la logique du dialogue, du multilatéralisme et du respect strict des principes de la légalité internationale", réitérant "l'attachement de l'Algérie à une approche fondée sur le règlement pacifique des conflits et le soutien à la stabilité dans la région du Sahel", ajoute le communiqué.

Concernant la question migratoire, le président du Conseil de la nation a présenté l'approche globale de l'Algérie, axée sur "le traitement des causes profondes de la migration irrégulière, principalement liées au déficit de développement et de stabilité". Nasri a, par ailleurs, mis en avant l'importance de la diplomatie parlementaire en tant que "levier complémentaire" à l'action diplomatique exécutive, appelant à "l'activation des mécanismes de coopération entre le parlement algérien et son homologue néerlandais", ainsi qu'au "renforcement des échanges de visites et d'expertises entre les commissions spécialisées et les groupes d'amitié, afin de consolider la dimension institutionnelle des relations bilatérales et d'en assurer la pérennité". Pour sa part, l'ambassadrice des Pays-Bas a exprimé la volonté du

nouveau gouvernement de son pays de "poursuivre un dialogue et une coopération constructifs avec l'Algérie dans divers secteurs, notamment la transition énergétique, la recherche scientifique, le sport et la culture". Luwema a également souligné "la profondeur" des relations historiques entre les deux pays, remontant au début du XVIIIe siècle, lorsque le Royaume des Pays-Bas avait établi sa première représentation consulaire à Alger en 1616. Au terme de la rencontre, les deux parties ont "réaffirmé leur engagement à poursuivre la coordination et la concertation, et à hisser les relations algéro-néerlandaises à des niveaux supérieurs, reflétant une volonté politique commune de bâtir un partenariat équilibré, pragmatique et résolument tourné vers l'avenir", conclut la même source.

 Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	--	---	--	--

LA LOI SUR LA DÉCHÉANCE DE LA NATIONALITÉ ALGÉRIENNE PREND EFFET: Un décret présidentiel fixe le cadre strict et les garanties

Nouveau cap juridique pour la question de la nationalité algérienne. Un décret présidentiel signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, introduit des dispositions précises pour la loi sur la déchéance de la nationalité.

Publié au Journal officiel, le texte modifie et complète l'ordonnance n° 70-86 et fixe un cadre détaillé des cas, des délais et des garanties entourant cette mesure.

Présentée comme exceptionnelle et strictement encadrée, la déchéance de la nationalité algérienne cible aussi bien les personnes naturalisées que, dans certains cas, les titulaires de la nationalité d'origine.

Loi sur la déchéance de la nationalité algérienne : des condamnations pénales ciblées et des délais stricts

Le texte prévoit qu'« toute personne qui a acquis la nationalité algérienne peut en être

déchue » dans deux situations principales :

- Si elle fait l'objet d'une condamnation pour un crime ou un délit portant atteinte aux intérêts fondamentaux de l'Algérie, à l'unité nationale ou à la sécurité de l'Etat ;
- Les autorités peuvent prononcer la déchéance si la justice la condamne, en Algérie ou à l'étranger, pour un crime passible d'une peine égale ou supérieure à cinq ans de réclusion.

La loi encadre cette possibilité par deux limites temporelles précises :

1. Les faits reprochés doivent avoir été commis dans un délai de dix ans. A compter de la date d'acquisition de la nationalité algérienne.
2. La loi ne permet de prononcer la déchéance que dans un délai de cinq ans à compter de la commission des faits.

Ces délais constituent une condition cumulative à l'engagement de la procédure.

Nationalité algérienne d'origine ou acquise : des actes commis à l'étranger également visés

Le décret étend la déchéance à la nationalité algérienne d'origine ou acquise lorsque des « indices graves et concordants » établissent qu'un ressortissant a commis, hors du territoire national, certains actes et qu'il n'y a pas mis fin malgré une mise en demeure du gouvernement.

Parmi les faits mentionnés figurent notamment :

- Des actes portant gravement atteinte aux intérêts de l'Algérie, à l'unité nationale, à la sécurité de l'Etat ou à la stabilité de ses institutions ;
- L'exercice public d'activités hostiles à l'Algérie ;
- La proclamation d'allégeance à un autre Etat ou la manifestation explicite d'un reniement de l'allégeance à l'Algérie ;
- La fourniture de services, l'acceptation de fonds ou d'avantages d'un autre Etat dans

l'intention de nuire aux intérêts nationaux ;

- La coopération avec une entité hostile à l'Algérie ;
- La direction, l'adhésion, le financement ou la propagande au profit d'un groupe ou d'une organisation terroriste ou subversive.

Si l'auteur commet ces actes en Algérie et se trouve en fuite à l'étranger, les autorités peuvent également prononcer la déchéance de la nationalité algérienne d'origine.

Une procédure encadrée par une mise en demeure et des garanties

Le texte introduit un mécanisme de mise en demeure préalable. La personne concernée dispose d'un délai compris entre 15 et 60 jours pour se conformer à l'avertissement adressé par les autorités.

La notification peut intervenir par tous moyens légaux, y compris par voie électronique. En cas d'impossibilité, elle peut



être publiée dans deux quotidiens nationaux, dont l'un en langue étrangère.

La loi précise en outre que la déchéance de la nationalité algérienne d'origine constitue « une mesure exceptionnelle ». Et ne peut être prononcée que pour les motifs limitativement énumérés. Elle ne peut viser une personne que si celle-ci détient une autre nationalité.

Toutefois, cette condition ne s'applique pas aux actes qualifiés de trahison, d'intelligence avec une puissance étrangère, de port d'armes contre l'Algérie, d'atteinte à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale. Ou encore d'appartenance à des organisations terroristes, conformément à la législation en vigueur.

La légalisation des documents publics destinés à l'étranger désormais possible au niveau des annexes régionales du MAE

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a indiqué, mardi dans un communiqué, que les citoyens peuvent se rapprocher des annexes régionales du ministère des Affaires étrangères (MAE), mises en service à Constantine, Ouargla et Oran, pour la légalisation des documents publics destinés à l'étranger.

“Dans le cadre de la mise en service des annexes régionales du MAE à Constantine, Ouargla et Oran, nous portons à la connaissance de nos concitoyens et concitoyennes qu'ils peuvent se rapprocher de ces services afin de procéder à la légalisation des documents publics destinés à l'usage hors du territoire national”, lit-on dans le communiqué.

La légalisation se fera via les

adresses suivantes:

- Constantine: Cité Daksi Abdesselam, à proximité du siège administratif de la wilaya, Constantine 25000.
- Ouargla: Rue Rabah Abderrahmane, en face de la Direction de l'hydraulique, centre ville, Ouargla 30015.
- Oran: RN04, cité Djamel, à côté du siège de la Daïra, Oran 31000, précise le communiqué



RÉUNION DU GOUVERNEMENT : Plusieurs secteurs à l'ordre du jour



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant sur les conditions et les procédures d'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés, de la feuille de route 2026-2028 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, et entendu une communication sur les préparatifs pour la campagne Hadj 2026, ainsi que l'état d'avancement des

travaux du projet d'extension du port d'Annaba, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

“Le Premier ministre, Monsieur Sifi GHRIEB, a présidé, ce mercredi 25 février 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après : Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les procédures d'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés ainsi

que leur fonctionnement et leur contrôle.

Ce projet vise à remédier aux dysfonctionnements et aux lacunes constatées sur le terrain et comprend un nouveau cahier des charges fixant les obligations administratives, techniques et pédagogiques des écoles privées. L'agrément des établissements d'éducation et d'enseignement privés sera soumis aux exigences de la cartographie scolaire. Ces établissements seront également tenus de dispenser un enseignement conforme aux programmes et aux manuels nationaux et dans le respect des constantes nationales.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur les préparatifs pour la campagne hadj 1447h/2026. L'exposé a porté sur les principales étapes organisationnelles et

les opérations achevées visant à simplifier et à faciliter le pèlerinage pour les hadjis.

Ainsi, il a été procédé à la conclusion des contrats relatifs à l'hébergement, à la restauration, au transport des pèlerins et de leurs bagages et à la surveillance médicale au profit des pèlerins, ainsi que la numérisation du processus organisationnel via le Portail algérien du Hadj et la mise en place du paiement électronique des frais de pèlerinage.

Il a également été souligné l'importance d'une coordination continue entre les différents secteurs, institutions et organismes impliqués dans l'organisation du Hadj, en vue de promouvoir une image honorable de notre pays durant cette saison du Hadj.

Le Gouvernement a, en outre,

examiné la feuille de route 2026-2028 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, dans la perspective d'une modernisation de ce secteur pour en faire un véritable levier de développement économique.

Ce plan stratégique prévoit une refonte complète du système pédagogique, avec pour objectifs de renforcer l'employabilité des diplômés, d'améliorer la qualité et de diversifier l'offre de formation afin de répondre pleinement aux besoins du marché de l'emploi.

Enfin, et dans le cadre du suivi des grands projets structurants, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du projet d'extension du port d'Annaba, lequel s'inscrit dans le cadre de la réalisation du méga projet de phosphate intégré”.

Ouverture d'une plateforme numérique pour le recensement des diplômés des écoles paramédicales privées sans emploi

Le ministère de la Santé a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture d'une plateforme numérique pour le recensement des diplômés des écoles paramédicales privées agréées, n'ayant pas obtenu d'emploi à la date de cette annonce. "Dans le cadre de l'organisation des données statistiques relatives

aux écoles paramédicales privées agréées par le ministère et de la mise à jour de la base de données, la Direction de la Formation annonce l'ouverture d'une plateforme numérique pour recenser les diplômés de ces écoles n'ayant pas obtenu d'emploi à la date du présent communiqué", précise la même source.

Cette opération vise à "établir des statistiques précises sur le nombre de diplômés sans emploi et permettre aux services compétents de préparer des mécanismes d'accompagnement et d'intégration adaptés aux besoins du secteur de la santé". Les concernés peuvent trouver le lien de la plateforme numérique sur le site officiel



du ministère de la Santé ou en accédant directement via le lien "formation-prive.sante.gov.dz", conclut le communiqué.

Ouverture des inscriptions pour participer à l'événement Global Africa Tech 2026

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions pour participer à l'événement continental phare dans le domaine des télécommunications et des technologies "Global Africa

Tech 2026", qui se tiendra, fin mars prochain, en Algérie, sous le slogan "Tous les réseaux, une seule convergence". Les inscriptions à cette manifestation, qui aura lieu au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal, du 28 au 30 mars prochain,

sont ouvertes sur son site officiel : <https://register.globalafricatech.com/en>, a précisé la même source. Cet événement, qui devrait connaître "une large participation de milliers de professionnels, d'experts et de représentants d'institutions et

d'entreprises technologiques", s'inscrit en droite ligne avec la vision commune d'une Afrique numériquement unifiée, à travers l'intégration des réseaux terrestre, spatial et maritime, outre la mise en place d'un système de télécommunications moderne, sécurisé et durable.



Le ministre de l'Intérieur préside une réunion de coordination avec les walis

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé dimanche une réunion de coordination par visioconférence avec les walis, avec la participation des chefs de daïras et des directeurs de l'organe exécutif, consacrée notamment aux préparatifs et au déroulement du mois sacré du Ramadhan, a indiqué un communiqué du ministère. L'ordre du jour de cette réunion a porté sur "les préparatifs et le déroulement du mois sacré du Ramadhan, le suivi de

l'état de consommation des affectations budgétaires de l'exercice 2025 (programme d'appui au développement socio-économique des communes et allocations de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales-CSGCL)", outre la présentation des "affectations budgétaires de 2026 (programme d'appui au développement socio-économique des communes et allocations de la CSGCL)", précise le communiqué. A l'entame de la réunion, le ministre a souligné la nécessité

de "garantir la disponibilité des produits alimentaires, notamment les produits de large consommation et d'intensifier le contrôle des marchés", mettant l'accent sur l'importance des cellules de vigilance mises en place au niveau des wilayas pour identifier et signaler rapidement tout dysfonctionnement". Il a également souligné la nécessité de "garantir la disponibilité des transports en permanence, en particulier la nuit, et d'octroyer des autorisations exceptionnelles en cas de besoin".

A cette occasion M. Sayoud a insisté sur l'importance de "maintenir la propreté des lieux publics et d'informer les citoyens à l'avance de toute coupure programmée de gaz, d'eau et d'électricité, tout en respectant la durée précise de chaque coupure et les horaires annoncés". Concernant l'évaluation des affectations budgétaires pour 2025, le communiqué du ministère précise que le ministre a examiné "une présentation détaillée du Directeur général des Collectivités locales sur l'évaluation de la consommation



des collectivités locales durant l'année". Le ministre a, enfin, donné des instructions aux walis pour "veiller à la finalisation des programmes spécifiques à chaque wilaya et de suivre leur mise en œuvre dans les délais fixés".

PROJET DE LOI SUR LES PARTIS POLITIQUES : Consolider le processus démocratique en Algérie

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné, mardi, que le projet de loi organique sur les partis politiques permettra de "relancer le militantisme partisan et d'ancrer le processus démocratique". Répondant aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), à l'issue d'une plénière consacrée au débat de ce projet de loi, le ministre a déclaré que les dispositions proposées "constituent les fondements solides qui permettront aux partis de travailler dans un cadre légal et de s'acquitter de leur rôle constitutionnel dans l'animation de la vie politique et la mobilisation des citoyens". Le projet vise aussi "à former une élite et à renforcer la

confiance en l'action politique, et partant à relancer le militantisme partisan et à ancrer le processus démocratique", a poursuivi le ministre, mettant en avant "son engagement à prendre en considération toutes les propositions et préoccupations et à associer toutes les parties pour parvenir à une loi équitable pour tous". Revenant aux conditions de création d'un parti politique, le ministre a évoqué l'allègement des documents requis et "la numérisation de toutes les procédures, à travers la création d'une plateforme numérique consacrée exclusivement à la réception et au traitement des dossiers". S'agissant de la condition de "l'autorisation préalable" pour la création d'un parti, le ministre a expliqué que cette

mesure s'inscrit dans le cadre du "principe de vérification préalable du respect par le parti des conditions et dispositions constitutionnelles et légales, notamment pour ce qui est du respect de l'unité nationale et de ses constantes", ajoutant que l'adoption du principe du contrôle préalable "permet d'éviter la tenue d'un congrès constitutif pour une entité qui pourrait ensuite s'avérer non conforme à la loi". "La liberté de réunion et de manifestation pacifique sont des droits et libertés fondamentaux garantis par la Constitution", a-t-il rappelé, relevant par là même que le secteur est en passe "d'élaborer un projet de loi fixant les conditions et les modalités d'exercice des réunions publiques et des manifestations pacifiques".



Après avoir souligné que le projet de loi a renvoyé la question du financement public des partis à un texte spécifique définissant les modalités d'octroi de ce financement, le ministre a ajouté que "les transactions financières partisans sont conformes aux normes fixées par le Groupe d'action financière

(GAFI) relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme". Il a révélé que "les réserves à l'égard de l'Algérie ont été levées par le GAFI, qui l'avait classée sur la liste grise", précisant que l'Algérie "sortira de cette liste d'ici la fin du mois de mars prochain".APS

7^{EME} MONDIAL, 3^{EME} EN EUROPE : Le président Tebboune salue l'irrésistible ascension du gaz algérien



Dans le cadre de la commémoration du double anniversaire du 24 février, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué ce mardi une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oran. Un déplacement placé sous le signe de la souveraineté économique et du renforcement des capacités industrielles du pays. Dépêché par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre a entamé sa visite dans la zone industrielle d'Arzew, poumon pétrochimique de la région. Ce déplacement coïncide avec le 70e anniversaire de la création de l'UGTA et le 55e anniversaire

de la nationalisation des hydrocarbures, deux piliers de l'histoire sociale et économique de l'Algérie. Accompagné des hauts responsables de Sonatrach, M. Sifi Ghrieb s'est enquis de l'état d'avancement de plusieurs chantiers d'envergure. Parmi eux, le projet de production de méthyl tert-butyl éther (MTBE). Cette unité stratégique est destinée à couvrir les besoins des raffineries nationales, permettant ainsi à l'Algérie de consolider sa production d'essence sans plomb et de réduire sa dépendance aux importations.

Oran : Sifi Ghrieb au chevet des projets énergétiques

stratégiques
Toujours à Arzew, le Premier ministre a procédé à la pose de la première pierre de l'unité de traitement catalytique du naphta lourd (CCR). Ce projet vise à augmenter significativement les capacités de raffinage du pays, transformant les ressources brutes en produits à haute valeur ajoutée. Sur le plan de la gouvernance, M. Ghrieb a inauguré le nouveau siège de la Direction régionale de la zone industrielle, relevant de l'activité Liquéfaction et Séparation (LQS) de Sonatrach. Cette nouvelle infrastructure s'inscrit dans une volonté d'optimiser la gestion administrative et opérationnelle

de ce pôle énergétique vital. Au-delà de la technique, le Premier ministre a tenu à échanger directement avec les travailleurs. Lors de ces discussions, il a réaffirmé l'engagement de l'État envers le développement des énergies renouvelables et a rappelé que le secteur de l'énergie demeure, selon les orientations du Président Tebboune, le « socle de la sécurité nationale ». Lors des cérémonies officielles, le Premier ministre a donné lecture d'un message du président de la République. M. Abdelmadjid Tebboune y a rendu un vibrant hommage aux ingénieurs et techniciens qui ont assuré la continuité

de la production lors de la nationalisation de 1971. Le chef de l'État a souligné les performances actuelles de l'Algérie sur l'échiquier mondial:

- 7ème exportateur mondial de gaz.
- 3ème fournisseur du marché européen.
- 3ème plus grande réserve pétrolière en Afrique.

Le Président a conclu en citant les grands projets structurants, à l'instar de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, comme preuve de la « pertinence et du réalisme » des politiques nationales actuelles, portées par une volonté politique souveraine.

Des investisseurs bosniens prospectent le marché algérien de l'énergie



Le directeur général de l'AAPI (Agence algérienne de promotion de l'investissement), Omar Rekkache, a reçu mercredi une délégation d'hommes d'affaires de Bosnie-Herzégovine pour examiner les opportunités d'investissement en Algérie, notamment dans les secteurs industriel et énergétique. La délégation comprenait des représentants de la société Energoinvest, leader dans l'ingénierie énergétique et les industries électriques lourdes, conduite par son directeur général, Mirza Uštamujic, et des représentants de HIFA-OIL, dirigée par Izudin Ahmetlic.

Energoinvest vise la production d'équipements énergétiques en Algérie
Energoinvest souhaite lancer un investissement industriel en Algérie dans le domaine de la production de systèmes et d'équipements énergétiques, notamment les disjoncteurs haute tension, les transformateurs électriques et leurs composants. L'entreprise souhaite établir un partenariat avec un opérateur algérien, basé sur des technologies de pointe et un transfert de savoir-faire et de compétences techniques. Selon l'AAPI, ces discussions visent à attirer des investissements axés sur

le transfert de technologie et l'intégration industrielle locale. L'objectif est de développer les chaînes de valeur dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie, d'augmenter le taux de contenu local et de valoriser les capacités nationales dans les domaines de l'ingénierie et des industries électriques, tout en créant des emplois qualifiés et en consolidant le positionnement de l'Algérie comme pôle énergétique régional. Omar Rekkache a réaffirmé la disponibilité de l'agence à accompagner les investisseurs bosniens à toutes les étapes de mise en œuvre de leurs projets, en mettant en avant les

avantages fiscaux et parafiscaux ainsi que les facilitations liées au foncier économique prévues par le cadre juridique régissant l'investissement en Algérie.

Expansion africaine :
energoinvest mise sur l'Algérie
Le directeur général d'Energoinvest a précisé que cette démarche s'inscrit dans la stratégie d'expansion internationale de son entreprise. Après avoir conquis plusieurs marchés européens, Energoinvest ambitionne d'accéder au marché africain via l'Algérie, tirant parti de la dynamique du secteur énergétique national. Le représentant de HIFA-OIL a souligné que la visite

visait également à explorer les opportunités d'investissement dans le domaine des produits pétroliers et à étudier la possibilité de lancer un projet adapté aux besoins du marché algérien. Il a annoncé la programmation d'une rencontre avec Sonatrach afin d'examiner les perspectives de coopération et de partenariat. Ces échanges confirment la volonté de l'Algérie d'attirer des investissements structurants à forte valeur ajoutée, axés sur la technologie et l'intégration industrielle, pour le développement économique national.

Air Algérie étend son réseau au Royaume-Uni avec une nouvelle ligne vers Manchester

La compagnie aérienne Air Algérie franchit une nouvelle étape dans le déploiement de son réseau international en annonçant une extension significative de ses services vers la Grande-Bretagne. Cette initiative marque un tournant dans la connectivité entre l'Algérie et le marché britannique. L'offre de la compagnie nationale s'articule désormais autour de trois pôles stratégiques :

- L'arrivée à Manchester : Le lancement de cette nouvelle desserte permet de toucher le cœur industriel et économique du nord de l'Angleterre, répondant ainsi à un besoin longtemps exprimé par les voyageurs d'affaires et la communauté algérienne établie dans cette région.
- Le renforcement sur Londres

: En opérant simultanément vers les aéroports de Heathrow (hub majeur pour les correspondances internationales) et de Stansted (porte d'entrée privilégiée pour les vols à tarifs compétitifs), Air Algérie optimise son maillage de la capitale britannique.

Air Algérie lance une nouvelle route vers Manchester au Royaume-Uni
Dès la saison estivale 2026, Air Algérie franchira un nouveau palier en portant sa fréquence à 14 vols hebdomadaires vers le Royaume-Uni. Cette intensification de l'offre, officialisée dans un communiqué publié lundi, s'inscrit dans une triple mission :

- Soutenir la diaspora :

Répondre concrètement aux besoins de la communauté algérienne établie outre-Manche en facilitant leurs déplacements



durant la période de forte affluence.

- Diversifier l'offre : Proposer une flexibilité accrue et des options de voyage élargies à l'ensemble de sa clientèle (tourisme et affaires).
- Resserrer les liens bilatéraux : Consolider les ponts aériens entre l'Algérie et la Grande-Bretagne, favorisant ainsi les échanges économiques et culturels.

En plus du renforcement de son programme estival, Air Algérie vient d'annoncer le lancement de nouveaux vols vers la ville de Manchester, renforçant ainsi son offre de réseau à destination du Royaume-Uni.

Le Groupe Air Algérie précise que cette expansion s'intègre pleinement dans sa stratégie globale de développement. Cette feuille de route ambitieuse vise non seulement à diversifier son réseau de destinations internationales, mais également à élever les standards de qualité de ses prestations, afin de consolider durablement son statut d'acteur de premier plan dans le secteur du transport aérien. Pour accompagner ses passagers dans ces nouveaux déplacements, la compagnie nationale invite ses clients à se tenir informés via ses canaux de communication habituels. Il est ainsi possible d'obtenir des détails complémentaires en contactant le centre d'appel au numéro court 3302, ou en se rendant directement dans l'une de ses agences commerciales.

Air Algérie vise 10 millions de passagers en 2026
Forte d'une croissance de 11 % en 2025 avec 8,8 millions de voyageurs, Air Algérie affiche l'ambition de franchir le cap des 9,8 millions de passagers en 2026. Pour atteindre cet objectif, la compagnie mise sur une expansion stratégique de son réseau international et sur une transformation structurelle majeure, marquée par sa mutation en holding et le lancement de filiales spécialisées telles que Domestic Airlines (vol intérieur) et Ground Operations (services au sol). Ce nouveau cycle de développement place l'expérience client au cœur de la stratégie, avec l'intégration de solutions numériques avancées (CRM, RefX) et la refonte du programme de fidélité.

ANNABA:

Plusieurs projets d'aménagement urbain inspectés par le wali lors de sa sortie

S.F

Lors de sa sortie de mardi passé, le wali a procédé à une série d'inspection de plusieurs projets d'aménagement urbain. Poursuivant ses visites de terrain inopinées, le wali, Abdelkrim Lamouri, s'est rendu, avant-hier, sur plusieurs sites relevant de la commune d'Annaba, en présence du chef de daïra et du président de l'Assemblée populaire communale, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des projets d'aménagement urbain en cours. Au niveau de la cité du 08 Mai 1945, le wali a évalué la situation générale de la zone et inspecté les travaux engagés, notamment les opérations d'aménagement urbain et de réfection de la voirie. Il a insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux des chantiers et



rappelé aux entreprises chargées de la réalisation l'obligation de respecter strictement les normes techniques prévues dans les cahiers des charges. La visite s'est ensuite poursuivie au niveau du boulevard de l'Afrique, où un projet d'aménagement est en cours. Le wali a appelé à l'accélération des travaux restants et à la levée des réserves enregistrées, tout en

demandant le renforcement du chantier par des moyens humains supplémentaires afin de respecter les délais impartis. A la cité Safsaf, le chef de l'exécutif local a examiné la nature des travaux réalisés dans le cadre du projet d'aménagement urbain. Il a donné des instructions pour généraliser ce type d'opérations à caractère esthétique à d'autres



cités, soulignant leur impact positif sur l'amélioration du cadre de vie et l'embellissement de l'environnement urbain. Enfin, au niveau du giratoire situé à Safsaf, le wali a ordonné l'accélération des procédures administratives en vue du lancement effectif du projet d'aménagement, avec une attention particulière accordée

à l'amélioration de la façade urbaine en coordination avec le bureau d'études concerné. À travers ces sorties de terrain, les autorités locales réaffirment leur engagement en faveur d'un développement urbain harmonieux et d'une amélioration durable du cadre de vie des citoyens.

ANNABA :

Le wali en visite à la laiterie "Edough" pour s'assurer de l'approvisionnement en lait au mois de Ramadhan



S.F

Dans le cadre du suivi de terrain des unités de production stratégiques, Abdelkrim Lamouri, a effectué, mercredi 25 février 2026, une visite à la Laiterie Edough, relevant du Groupe public du lait et de ses dérivés Giplait. Cette sortie s'inscrit dans la dynamique des autorités locales visant à garantir la disponibilité des produits de large consommation, en particulier le lait pasteurisé en sachet à prix réglementé, dont la demande connaît traditionnellement une hausse sensible à l'approche du mois sacré de Ramadhan. Au cours de cette visite, le wali

s'est informé des capacités de production de l'unité ainsi que des mesures adoptées pour assurer un approvisionnement régulier du marché local. Les responsables de la laiterie ont présenté le programme spécial mis en place pour le Ramadan, lequel prévoit une augmentation de la production du lait subventionné et un renforcement du dispositif de distribution afin d'éviter toute tension sur le marché. Les autorités entendent ainsi anticiper la forte demande enregistrée durant cette période et veiller à la continuité du service public, en garantissant un approvisionnement stable et maîtrisé au profit des citoyens.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENAOUDA BENMOSTEFA"

Le wali-délégué poursuit ses sorties de suivi des conditions de scolarisation



Imen.B

Dans le cadre du suivi régulier des établissements scolaires et de l'amélioration des conditions de scolarité, le wali-délégué de la circonscription "Benaouda Benmostefa" a effectué, dans la matinée d'avant-hier, une visite de terrain au niveau de la commune d'Oued El Aneb. La visite a concerné l'école primaire "Bounouba Mohamed El Arabi", où il a été

procédé à l'évaluation des conditions de scolarisation des élèves, notamment suite aux récentes perturbations climatiques ayant affecté certaines infrastructures. Au cours de cette inspection, il a été constaté des dégradations causées par les intempéries. Soucieux d'assurer un environnement scolaire sécurisé et adapté aux élèves ainsi qu'au personnel éducatif, le Wali-délégué a instruit le Secrétaire général de la commune d'envisager

immédiatement des réparations nécessaires, afin de remédier aux dommages enregistrés et de rétablir les conditions normales d'accueil dans les plus brefs délais. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'attention particulière accordée au secteur de l'éducation, considéré comme une priorité majeure des autorités locales, en veillant à garantir un cadre propice à l'apprentissage et à la sécurité des écoliers.

ANNABA / DASS

Contrôle de visu de l’hygiène et de la qualité des repas servis par les restaurants “Errahma”

Imen.B

Dans le cadre des opérations de contrôle, des visites d’inspection et de l’accompagnement continu des associations et des bienfaiteurs privés bénéficiaires d’autorisations d’ouverture des restaurants Errahma, et dans le souci de veiller au strict respect des conditions d’hygiène ainsi qu’à la qualité des repas servis durant le mois sacré de Ramadhan, le directeur de l’Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya d’Annaba, Monsieur Sari Abdelhamid, accompagné des cadres de la direction, a effectué une visite de terrain qui a concerné : Le restaurant Iftar «Ibtissamat Echebab», situé à la gare routière “Mohamed Mounib Sendid à Annaba. Au cours de cette visite, les

différents aspects organisationnels, logistiques et sanitaires ont été minutieusement examinés. L’accent a été particulièrement mis sur la nécessité du respect rigoureux des règles d’hygiène, de sécurité alimentaire et des normes de préparation des repas, afin de garantir des prestations conformes aux standards requis. Le DASS a rappelé que ces restaurants constituent un espace de solidarité et de fraternité, destiné à offrir des repas dignes aux personnes dans le besoin, dans le respect de leur santé et de leur dignité. Il a salué les efforts consentis par les associations et les bénévoles qui œuvrent avec engagement et dévouement pour la réussite de ces initiatives caritatives durant ce mois béni.



ANNABA / PROTECTION CIVILE

Exercice de simulation et activation du plan communal d’organisation des secours (PCOS)

Imen.B

Dans la matinée d’hier, un exercice de simulation a été organisé au niveau de la commune d’El Eulma, visant à activer le Plan Communal d’Organisation des Secours (PCOS). Cette manœuvre s’inscrit dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles locales et de l’amélioration de la coordination entre les différents responsables et intervenants composant le dispositif de secours. L’exercice avait pour objectif d’élargir les connaissances des acteurs concernés, de tester le niveau de préparation des

équipes et de consolider les mécanismes de coordination et de communication en situation d’urgence. La simulation portait sur un scénario d’inondations provoquées par d’importantes précipitations, entraînant une accumulation massive des eaux pluviales et constituant un danger potentiel pour la population et les habitations. Les différents services impliqués ont procédé à la mise en œuvre des mesures prévues par le plan, notamment l’alerte et la mobilisation rapide des équipes d’intervention, la sécurisation des zones à risque, l’évacuation hypothétique des habitants exposés au danger,

la coordination logistique et la gestion des moyens humains et matériels. Cette opération s’est déroulée sous la supervision des services de la protection civile d’Annaba, qui ont veillé à l’évaluation du dispositif et à l’identification des points à améliorer afin d’optimiser la réactivité face à d’éventuelles catastrophes naturelles. Ce type d’exercice confirme l’importance de la préparation anticipée et du travail concerté entre les différentes structures locales pour garantir la sécurité des citoyens et assurer une intervention rapide et efficace en cas de situation d’urgence.



ANNABA / DCP

Renforcement des contrôles et inspections des activités commerciales



Imen.B

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme régulier de contrôle et de suivi du marché local, les services de la direction du commerce de la wilaya d’Annaba, à travers le service de contrôle des pratiques commerciales et anticoncurrentielles, ont organisé une sortie de terrain ayant concerné l’ensemble des activités commerciales à travers plusieurs secteurs de la wilaya. Cette opération s’inscrit dans la continuité des actions visant à assurer la

transparence des transactions commerciales, à protéger le consommateur et à garantir le respect de la réglementation en vigueur. Les agents ont porté leur attention sur le respect des règles encadrant les pratiques commerciales, notamment l’obligation d’établir des factures légales lors des transactions commerciales, conformément à la législation en vigueur. Cette mesure vise à lutter contre les pratiques informelles et à assurer la traçabilité des opérations commerciales, ainsi que l’obligation de l’affichage des prix et des tarifs. Les brigades de

contrôle ont également procédé à la vérification de l’affichage obligatoire des prix et des tarifs, lesquels doivent être clairement indiqués, visibles et lisibles pour le consommateur. Cette exigence garantit le droit à l’information et contribue à instaurer un climat de confiance entre commerçants et clients. La Direction du Commerce indique que ces opérations de contrôle se poursuivront de manière régulière, durant le mois de Ramadhan, afin d’assurer la stabilité du marché, la protection du pouvoir d’achat et le respect des dispositions légales en vigueur.

El TARF / Sûreté de wilaya

Saisie de plus de 1400 capsules de psychotropes à Besbes

Imen.B
Les services de la police d'El Tarf, représentés par la sûreté de daïra de Besbes, ont procédé, au cours de la semaine écoulée, à l'arrestation d'un individu impliqué dans le trafic illicite de substances psychotropes. Cette opération fait suite à des investigations approfondies menées par les enquêteurs du service, qui ont permis d'identifier et de localiser le suspect. Après exploitation

des renseignements recueillis et sous la supervision du procureur de la république près le tribunal de Dréan. Après une perquisition effectuée au domicile du mis en cause, l'intervention s'est soldée par la saisie de 1470 capsules de psychotropes de type Prégabaline 300 mg, destinées à la vente illégale. Cette quantité importante témoigne de l'ampleur de l'activité illicite exercée par le suspect. Le mis en cause a été présenté devant le procureur

de la république près le tribunal de Dréan, pour possession et stockage de substances psychotropes de manière illégale à des fins de commercialisation. Les services de police réaffirment leur engagement constant dans la lutte contre le trafic de drogues et de psychotropes, et poursuivent leurs efforts afin de préserver la sécurité publique et protéger la société, notamment les jeunes, contre les dangers liés à ce fléau.



ANNABA / DSA

Visite de terrain d'inspection dirtigée par la DSA



Imen.B
Animée par Mme, La Directrice des Services Agricoles, madame Chanez Amira Zaidi, accompagnée du chef de la régulation de la production et de l'assistance technique aux agriculteurs, effectué une visite de terrain d'inspection au niveau de la coopérative de l'agriculteur-investisseur Merabat Ahmed Salah dans la commune de treat, spécialisé dans l'élevage de volailles.

Nouveau code de la route :

Ce type d'infraction passe de 9000 à 2000 DA d'amende



La commission mixte paritaire réunissant des membres des deux chambres du Parlement a tranché les points de désaccord relatifs au projet de loi sur la circulation routière. Après plusieurs discussions, elle a adopté une formule consensuelle portant sur 11 articles restés en suspens. Au cœur des modifications : la baisse de certaines amendes, la suppression d'une disposition controversée sur l'homicide involontaire et le maintien de la fermeté contre la conduite en état d'ivresse. Parmi les changements les plus attendus figure la révision des amendes liées aux infractions de troisième et quatrième degré. Le plafond a été fixé à 2 000 dinars,

alors que certaines contraventions atteignaient auparavant entre 9 000 et 15 000 dinars.
Réduction des amendes pour les infractions courantes
Cette baisse concerne notamment des infractions fréquentes telles que le dépassement de la vitesse autorisée, le non-respect des feux de signalisation et des panneaux stop, l'utilisation du téléphone portable au volant ou encore la conduite sans renouvellement de la catégorie du permis ou du certificat de compétence professionnelle. Le changement brusque de direction sans signalement, mettant en danger les autres usagers, est également concerné. L'objectif affiché est d'adapter les sanctions tout en conservant

un cadre dissuasif.
Suppression d'une disposition polémique sur l'article 124
L'article 124, relatif à l'homicide involontaire causé par un conducteur, a suscité un large débat. Dans sa version initiale, le texte prévoyait une peine de un à cinq ans de prison et une amende de 100 000 à 500 000 dinars pour tout conducteur ayant causé un décès par imprudence, négligence ou non-respect du code de la route. Toutefois, le second paragraphe alourdissait la peine — de trois à sept ans de prison — lorsque l'infraction impliquait un véhicule lourd, un moyen de transport collectif, un bus scolaire, un taxi ou un véhicule transportant des marchandises ou des matières dangereuses.

Les autorités ont supprimé cette distinction à la demande des représentants des professionnels du transport, qui invoquaient le principe d'égalité devant la loi. Désormais, les mêmes peines s'appliqueront à tous les conducteurs, sans distinction liée au type de véhicule.
Maintien de la sévérité pour la conduite en état d'ivresse
Si la commission a choisi d'alléger certaines sanctions, elle a en revanche maintenu une ligne dure concernant les infractions jugées les plus dangereuses. Les peines liées à la conduite en état d'ivresse ou sous l'effet de drogues ne feront l'objet d'aucune réduction. Les parlementaires estiment que ces comportements représentent

une menace directe pour la sécurité routière. Ces derniers justifient le maintien de sanctions strictes.
Harmonisation du vocabulaire juridique
Les autorités ont apporté des modifications terminologiques aux articles 125, 127, 128 et 129 avant de les adopter. Ainsi « emprisonnement » remplace désormais les expressions « prison » et « prison temporaire » dans un souci d'unification du langage juridique. L'Assemblée populaire nationale votera sur ce texte le 9 mars, avant son adoption définitive par le Conseil de la Nation, conformément aux dispositions constitutionnelles.

Brésil

Au moins 30 personnes sont mortes et des dizaines ont disparu lors de pluies torrentielles dans le Minas Gerais

Les villes de Juiz de Fora et d’Uba ont été les plus touchées par ces précipitations « intenses et persistantes », qui ont provoqué d’importants glissements de terrain, selon le monde fr. Au sud-est du Brésil, au moins 30 personnes sont mortes et une quarantaine sont portées disparues après les pluies torrentielles qui ont frappé l’Etat du Minas Gerais mardi 24 février, selon les services de secours et les autorités locales. Les pluies torrentielles ont débuté, lundi, dans les villes de Juiz de Fora et d’Uba, situées à environ 310 kilomètres au nord de Rio de Janeiro, contraignant de nombreux habitants à évacuer leur domicile. Les services nationaux des pompiers ont fait état, mardi soir, d’un bilan



de 30 morts au total, tandis que 43 personnes restent portées disparues et que plus de 200 ont été sauvées. La maire de Juiz de Fora (560 000 habitants), Margarida Salomão, a décrété à l’aube l’état de catastrophe naturelle face à la « situation gravissime »

provoquée par les précipitations « intenses et persistantes », ayant provoqué au moins vingt glissements de terrain. Il s’agit du mois de février le plus pluvieux de l’histoire de la ville, avec 584 millimètres de précipitations, soit le double de ce qui était attendu pour le mois

entier. Opérations de longue haleine Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a déclaré sur les réseaux sociaux que les forces de sécurité sont mobilisées pour les opérations de sauvetage et pour fournir une aide immédiate aux populations touchées par les pluies. L’institut brésilien de météorologie, Inmet, a précisé dans un communiqué que de nouvelles précipitations sont attendues dans la région, constituée de collines, de vallées et de pentes. Le pompier Demetrius Bastos Goulart, 47 ans, a estimé que les opérations de secours seraient lentes et difficiles. « Le volume de boue dans les glissements de terrain est très important ; nous devons travailler avec une

grande précision afin d’éviter tout dommage aux victimes potentielles », a déclaré M. Goulart à l’Associated Press. Ces dernières années, le Brésil a connu plusieurs drames liés à des phénomènes climatiques extrêmes : inondations, sécheresse ou canicules. En 2024, des inondations avaient frappé le sud du pays et fait plus de 200 morts, affectant 2 millions d’habitants, l’une des pires catastrophes naturelles de l’histoire moderne du Brésil. En 2022, une violente tempête avait provoqué la mort de 241 personnes dans la ville de Petropolis, dans l’Etat de Rio de Janeiro. Des experts ont lié la plupart de ces événements meurtriers aux effets du changement climatique.

Présidentielle 2027

Entre le camp présidentiel et LR, l’impasse d’une candidature commune

Alors que certains élus macronistes appellent à une primaire avec la droite, les principaux candidats refusent d’y participer, tandis que se pose la question de l’incompatibilité des lignes politiques, selon le monde fr. Eparpillés façon puzzle. A quinze mois de l’élection présidentielle, les partis du centre et de la droite, qui gouvernent cahin-caha depuis la dissolution de juin 2024, ne se projettent pas ensemble dans la conquête de l’Elysée. L’acte de candidature du président des Républicains (LR), Bruno Retailleau, le 12 février, préfigure le spectacle de

la désunion redouté par certains élus de Renaissance, Horizons, MoDem et LR. La candidature du chef de file de la droite vient s’ajouter à celles issues de l’ex-majorité présidentielle : le maire du Havre, Edouard Philippe, est déjà en campagne pour Horizons, et chez Renaissance, Gabriel Attal prévoit de se lancer après les municipales. La liste des prétendants à la succession d’Emmanuel Macron pourrait s’allonger encore d’ici à l’été : Xavier Bertrand, le président de la région des Hauts-de-France, en conflit ouvert avec Bruno Retailleau et sa ligne droitière,

se rêve en « outsider », quand le garde des sceaux, Gérald Darmanin, dit « songer » à une éventuelle candidature. Ce qui n’empêche pas ce dernier d’alerter sur le risque d’une déroute électorale. « Si on est plusieurs candidats de la droite et du centre, nous ne serons pas à l’élection présidentielle au second tour, et donc nous laisserons nos électeurs choisir entre deux extrêmes et ils nous en voudront », a-t-il avancé sur RTL, le 15 février. Comme lui, nombre d’élus de l’aile droite du camp présidentiel estiment que cette profusion de candidatures contrevient à toute logique



électorale. Car, dans la tripartition du paysage politique, le bloc central et la droite, coincés entre

la gauche et l’extrême droite, partagent une partie de leur base électorale.

Electricité

La France a de nouveau battu, en 2025, son record d’exportation

Selon le bilan annuel du gestionnaire national du réseau de transport d’électricité, la France a exporté 92 térawattheures (TWh) en 2025, avec un niveau sans précédent de production bas carbone, selon le monde fr. La France a de nouveau battu son record d’exportation d’électricité. Selon le bilan

annuel publié par RTE, le gestionnaire national du réseau de transport d’électricité, mercredi 25 février, le pays a exporté 92 térawattheures (TWh) en 2025. Soit légèrement plus que l’année précédente (89 TWh), qui était déjà supérieure au record de 2002 (77 TWh). Selon le décompte de RTE, les échanges électriques de

2025 ont rapporté 5,4 milliards d’euros à la France, alors que ceux de la période 2002-2019 oscillaient plutôt entre 1 et 3 milliards d’euros. De quoi contraster avec la très lourde facture du pays pour ses achats de pétrole et de gaz : ces deux énergies fossiles ont coûté 53 milliards d’euros au cours de l’année écoulée.



L'Union européenne suspend pour un an ses taxes sur les importations d'engrais, à l'exception de celles provenant de Russie et de Biélorussie

Portant sur les engrais azotés, cette interruption doit venir soulager les cultivateurs dont les coûts de production se sont envolés selon le monde fr. L'Union européenne (UE) a confirmé, mardi 24 février, la suspension pour un an des droits de douane sur les importations d'engrais, à l'exception de celles provenant de Russie et de Biélorussie. Elle concerne les engrais azotés, ainsi que les matières premières qui

servent à les fabriquer, telles que l'ammoniac et l'urée. « La mesure renforcera le secteur agroalimentaire de l'UE, en réduisant les coûts pour les agriculteurs et l'industrie des engrais, [et] en économisant environ 60 millions d'euros de droits à l'importation, a fait valoir l'exécutif européen dans un communiqué. Elle facilitera également la réduction de la dépendance de l'UE à l'égard de la Russie et de la Biélorussie, et soutiendra la diversification de

l'approvisionnement. » La Commission européenne a aussi précisé que cette décision sera appliquée par l'instauration de quotas d'importation détaxés, mettant ainsi en pratique un engagement pris le 7 janvier, lors d'une réunion ministérielle, vis-à-vis des agriculteurs. Ces derniers dénonçaient l'explosion de leurs coûts de production, aggravée, selon eux, par l'entrée en vigueur du mécanisme européen de taxe carbone aux frontières.



En Grèce, le risque d'une économie trop dépendante du tourisme

Le nombre de touristes étrangers a encore atteint un record en 2025 avec 38 millions selon le monde fr « Nous ne deviendrons pas les garçons de café de l'Europe », avait promis aux Grecs le premier ministre socialiste, Andréas Papandréou, en 1981. Quarante-cinq ans après, le tourisme est plus que jamais le premier employeur dans le pays. En 2025, selon les dernières données de la Banque de Grèce publiées mardi 24 février, près de

38 millions d'arrivées ont été enregistrées (+ 5,6 % en un an) et les recettes touristiques se sont élevées à 23,6 milliards d'euros (+ 9,4 %). La contribution directe du secteur s'élève à environ 30 % du produit intérieur brut, selon l'Union des entreprises touristiques grecques. La restauration et l'hôtellerie demeurent ceux qui embauchent le plus et où les créations d'entreprises restent les plus importantes. Entre 2009 et 2023, ils ont connu

une hausse spectaculaire de l'emploi de 87 %. « Ces créations d'emplois sont positives car elles permettent de diminuer le chômage [qui est de 7,5 %, contre 25 % en 2015], mais le tourisme a augmenté de manière disproportionnée. Désormais, de 14 % à 15 % environ de la masse salariale y travaille, contre 6 % en 2009, au début de la crise économique », souligne Michalis Nikiforos, un des auteurs de l'étude « L'économie des cafés », publiée par l'Observatoire

hellénique de la London School of Economics en octobre 2025. Ce poids grandissant explique aussi la faiblesse de la productivité du pays, qui reste l'une des plus basse de l'Union européenne, pointe du doigt le professeur agrégé d'économie à l'université de Genève, en Suisse. D'après les statistiques officielles, la productivité du travail a en effet diminué de 16 % entre 2009 et 2024. Et le produit intérieur brut par travailleur de la Grèce était environ

deux fois moindre que la moyenne constatée dans la zone euro en 2024. Dans une étude du Laboratoire de géographie du travail de l'université de l'Egée publiée en février 2025, les experts notent, par ailleurs, que si les profits des entreprises du tourisme en profitent, le produit intérieur brut des régions touristiques n'augmente pas dans la même proportion, d'autres secteurs productifs, comme l'agriculture et l'industrie, ayant été abandonnés.

Au Venezuela, plus de 200 détenus ont démarré une grève de la faim pour bénéficier de la nouvelle loi d'amnistie



Selon les organisations des droits humains, la loi votée par le Parlement exclut des centaines de cas de personnes injustement condamnées pour avoir défendu leurs droits sociaux ou critiqué le pouvoir. Les prisonniers protestent également contre leurs conditions de détention, selon le monde fr. Deux cents détenus vénézuéliens ont entamé une grève de la faim, dimanche 22 février, pour protester contre leurs conditions de détention et exiger le bénéfice de la loi

d'amnistie votée trois jours plus tôt par l'Assemblée nationale. Le mouvement a démarré dans le centre pénitentiaire Rodeo I, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Caracas. « La plupart des détenus incarcérés ici ne sont pas couverts par la loi d'amnistie », a expliqué à la presse Shakira Ibarreto, fille d'un policier arrêté en 2024. Devant la porte du centre Rodeo I, comme devant toutes les prisons du pays, des familles attendent depuis des jours la libération de leurs proches.

Alors que la transition politique engagée après la capture du président vénézuélien, Nicolas Maduro, par les forces spéciales américaines, le 3 janvier, avance lentement, la question des prisonniers politiques continue d'accaparer le débat. Selon l'organisation non gouvernementale Foro Penal, 464 prisonniers ont été libérés depuis le raid américain et la mise sous tutelle du gouvernement chaviste par Washington, dont 54 depuis le vote d'une loi d'amnistie, jeudi 19 février.

EN : Gardiens, Petkovic veut redistribuer les cartes



Le chantier est officiellement relancé. À quelques semaines du stage prévu en Italie au mois de mars, Vladimir Petkovic a décidé d'ouvrir un nouveau front : celui de la hiérarchie des gardiens de but. Un poste sensible, stratégique, parfois décisif dans les grandes compétitions, et que le sélectionneur national ne veut plus laisser figé. Le message est clair : aucun statut n'est intangible, pas même celui de Luca Zidane. Le regroupement italien, ponctué par deux rencontres amicales face au Guatemala et à l'Uruguay, servira de laboratoire grandeur nature. À quelques mois de la phase finale de la Coupe du monde 2026 où l'Algérie évoluera dans un groupe relevé aux côtés de l'Argentine, de la Jordanie et de l'Autriche, Petkovic veut des certitudes. Et dans la cage, elles ne sont pas encore totales.

Débat ouvert

Si Luca Zidane a terminé la dernière CAN dans la peau du numéro un, avec des prestations globalement correctes et des

arrêts décisifs salués par les supporters, le portier de Grenade n'a pas totalement verrouillé le débat. Certains moments de flottement, notamment lors du match couperet face au Nigeria, ont rappelé que le très haut niveau ne pardonne aucune approximation. Dans une compétition mondiale, la moindre hésitation peut coûter un parcours. Conscient de cet impératif, Petkovic a choisi d'élargir le cercle. Selon des informations concordantes, la liste élargie pour mars inclut deux nouveaux profils : Abdellah El Aïdani (Modène) et Melvin Fayçal Mastil (Stade Nyonnais). Deux gardiens jeunes, ambitieux, n'ayant pas encore atteint le très haut niveau, mais formés dans des environnements européens exigeants. Leur convocation n'a rien d'anecdotique : elle traduit une volonté assumée d'installer une concurrence réelle, durable et stimulante. Le sélectionneur ne se contente pas d'ajouter des noms. Il envoie un signal. La hiérarchie sera dictée par la forme, la régularité

et la capacité à répondre présent dans les moments clés. Alexandre Oukidja, s'il retrouve un club et son meilleur niveau, reste une option crédible, lui qui a affiché récemment son intention de rester en course pour le rendez-vous mondial. Anthony Mandrea conserve également l'ambition de disputer le Mondial, même si sa seule apparition lors de la dernière CAN, face à la Guinée équatoriale, n'a pas totalement rassuré. Quant à Alexis Guendouz, dernier représentant du championnat local dans cette course, il voit logiquement la pression monter d'un cran.

Stabilité

L'absence d'Oussama Benbot, qui a acté sa retraite internationale après la dernière CAN, modifie naturellement les équilibres. Son choix, motivé par la conviction qu'il ne bénéficierait pas d'un véritable temps de jeu, laisse un vide mais enlève aussi une option expérimentée dans la rotation. Si certains y voient la fin d'un cycle, d'autres peuvent considérer que l'Equipe

nationale perd un gardien qui connaissait l'environnement des Verts et pouvait constituer une solution de secours fiable. L'élargissement de la concurrence voulu par Petkovic répond à une logique sportive compréhensible : multiplier les profils pour augmenter le niveau d'exigence. Toutefois, cette stratégie n'est pas sans risque. Trop de changements à un poste aussi spécifique que celui de gardien peuvent fragiliser la stabilité défensive, surtout à l'approche d'échéances majeures. La concurrence est un levier de progression, mais elle peut aussi générer de l'incertitude si la hiérarchie tarde à se clarifier.

Désaveu

Le débat dépasse d'ailleurs la seule gestion du sélectionneur. La possible absence de gardiens issus du championnat national lors des prochains rassemblements soulève une question structurelle. Est-ce un constat lucide sur le niveau actuel de la formation locale, ou un signal inquiétant sur le manque de confiance accordé aux profils

évoluant en Ligue 1 ? Certains estimeront que privilégier des gardiens formés ou aguerris en Europe constitue une garantie en termes d'intensité, de rigueur tactique et d'exigence quotidienne. D'autres, en revanche, y verront un désaveu implicite du travail accompli dans les clubs algériens. Car il faut aussi le souligner : se présenter à une Coupe du monde avec trois portiers issus, pour la plupart, des divisions inférieures européennes n'aurait rien de véritablement rassurant. Cela poserait inévitablement la question du niveau réel de référence choisi et du message envoyé au championnat local. Luca Zidane part toujours avec une longueur d'avance, mais rien n'est définitivement acquis. La concurrence peut l'aider à progresser, mais elle peut aussi créer une pression constante, surtout à l'approche d'un grand rendez-vous. Le défi pour le staff sera donc de trouver un équilibre entre mettre les gardiens en compétition et préserver une certaine stabilité.

Liga / Real Madrid : Ça sent bon pour Vitinha



Ce n'est pas un secret, le Real Madrid fond totalement pour Vitinha. Un joueur qui n'est plus aussi inaccessible. Florentino Pérez aime gâter ses supporters. Il y a un peu moins de deux ans, à l'été 2024, le président du Real Madrid s'était toutefois fait un plaisir personnel en recrutant Kylian Mbappé, un joueur après lequel il courait depuis des années. Mais sa patience et sa persévérance ont payé. En fin de contrat, le Bondynois a pu rejoindre la Casa Blanca pour le plus grand bonheur de Pérez, qui avait perdu plusieurs bras de fer face au Paris Saint-Germain par le passé. Deux ans

plus tard, l'homme fort du Real Madrid va encore retrouver le club français sur le terrain du mercato. Depuis plusieurs semaines, le nom de Vitinha revient avec insistance dans la presse sportive ibérique. Et ce n'est jamais un hasard quand ce genre d'informations sortent. Pas totalement convaincu par son milieu de terrain, Florentino Pérez, qui sait qu'un sacré chantier l'attend aussi en défense, apprécie beaucoup le profil de l'international portugais. Un joueur qui n'a cessé de monter en puissance et d'impressionner à Paris, où il est l'une des pièces maîtresses de Luis Enrique. Tout cela n'a

pas échappé aux dirigeants madrilènes, qui voient en lui le joueur capable d'apporter ce qu'il manque à l'entrejeu depuis les départs de Toni Kroos et Luka Modric. Mais ce dossier paraissait inaccessible pour les pensionnaires du stade Santiago-Bernabéu. Il ne l'est plus tout autant. **Madrid a 3 raisons d'y croire pour Vitinha** Ce mercredi, la Cadena SER, média jugé très sérieux de l'autre côté des Pyrénées, fait un large point sur ce dossier. Ainsi, le club espagnol assure que cette opération qui pouvait «paraître utopique ces derniers mois est désormais plus réaliste.» Mais à Madrid, on ne compte pas aller

trop vite et compromettre ses chances. Ainsi, la SER précise que l'écurie madrilène souhaite passer à l'action pour Vitinha. Mais elle ne bougera pas le moindre petit orteil tant que le Paris Saint-Germain est en lice en UEFA Champions League. Ce ne serait pas une bonne chose pour le joueur, le club français, avec lequel il faudrait négocier, et le Real Madrid, qui est aussi lancé dans sa saison. Enfin, la radio ibérique conclut en indiquant que ce transfert est dorénavant possible pour trois raisons. Tout d'abord, le milieu de 26 ans a conclu un accord privé (gentlemen agreement) avec le PSG pour partir en cas d'offre d'environ 100 M€. Ce

qui était plus ou moins connu. Ensuite, la SER ajoute que les relations entre le Real Madrid et le PSG, notamment celles entre Florentino Pérez et Nasser Al-Khelaïfi qui semblent avoir enterré la hache de guerre, se sont nettement améliorées ces dernières semaines. Ce qui est une excellente chose pour le dossier Vitinha. Enfin, le média espagnol assure que le Portugais sous contrat jusqu'en 2029 est ouvert à de nouveaux défis après son expérience à Paris. Tout cela donne beaucoup de confiance au Real Madrid, qui tentera sa chance pour ce dossier qui n'est plus aussi inaccessible. Il reste à savoir si cela lui sourira.



Cette version boostée de Safari débarque enfin sur Linux



Dix mois après l'annonce, le navigateur basé sur WebKit de Kagi débarque sur Linux. Une première mouture alpha est d'ores et déjà disponible au téléchargement.

Comme nous le présentions dans notre interview avec Vladimir Prelovac, fondateur de Kagi, Orion se positionne comme une alternative à Safari en repoussant ses limites. Jusque-là disponible uniquement sur macOS et iOS, le navigateur entame désormais son déploiement sur Linux avec

une première version alpha annoncée sur X.

Un navigateur WebKit qui évite Chromium

Contrairement à la majorité des navigateurs actuels qui reposent sur Chromium, Orion s'appuie sur le moteur WebKit, celui qui équipe Safari. Et ce choix n'est pas anodin : il permet d'échapper à l'emprise de Google tout en bénéficiant d'un moteur optimisé pour les performances et la sobriété énergétique. L'équipe de Kagi va même plus loin en garantissant une absence totale

de télémétrie et d'intégration des services Google.

Cette première édition pour les distributions GNU/Linux propose déjà les fonctionnalités essentielles : gestion des fenêtres, contrôles de navigation, onglets, favoris, menus et sauvegarde des sessions. On y retrouve également la gestion avancée des onglets, avec la possibilité de les ouvrir en parallèle et de les organiser dans une barre latérale à gauche. Le système de favoris permet d'enregistrer des pages, de les classer dans des dossiers et de les afficher via plusieurs interfaces (barre de favoris, dialogue dédié ou barre latérale).

L'historique de navigation et l'infrastructure pour la gestion des mots de passe sont aussi présents, tout comme les fonctions d'import et d'export locales. En revanche, cette version alpha reste limitée : pas de prise en charge des extensions pour le moment, ni de synchronisation des profils et des données entre appareils. Il est toutefois important de souligner que sur macOS, Orion prend en charge les extensions

WebKit, Chrome et Firefox, une fonctionnalité bienvenue qui devrait donc faire également son arrivée sur Linux par la suite.

Pour l'heure, Orion sur Linux n'est pas encore ouvert à tous. Les premiers à recevoir le lien de téléchargement et les instructions de test sont les abonnés Orion+, le service premium à 5 euros par mois qui permet de soutenir le développement du projet. L'équipe prévoit ensuite d'élargir l'accès aux abonnés de la newsletter et aux membres du forum OrionFeedback.

Kagi estime que cette ouverture progressive devrait permettre de déployer une première version bêta d'ici environ un mois. Et l'éditeur ne s'arrêtera pas là : Windows et Android figurent toujours sur la feuille de route.

Alors que les navigateurs IA fleurissent de partout avec leur abonnement payant, Kagi souhaite pour sa part monétiser un navigateur respectueux de la vie privée. Une bonne idée ? En tout cas, Brave s'oriente vers un modèle similaire.

Ce malware se fait passer pour Grok et cible votre Mac

Un nouveau malware ciblant spécifiquement les Mac vient d'être repéré. Ce dernier se fait passer pour l'application officielle de Grok, l'intelligence artificielle d'Elon Musk.

Mosyle, une entreprise spécialisée dans la gestion d'appareils Apple, a identifié une campagne malveillante qui utilise du code généré par IA pour infecter les ordinateurs macOS.

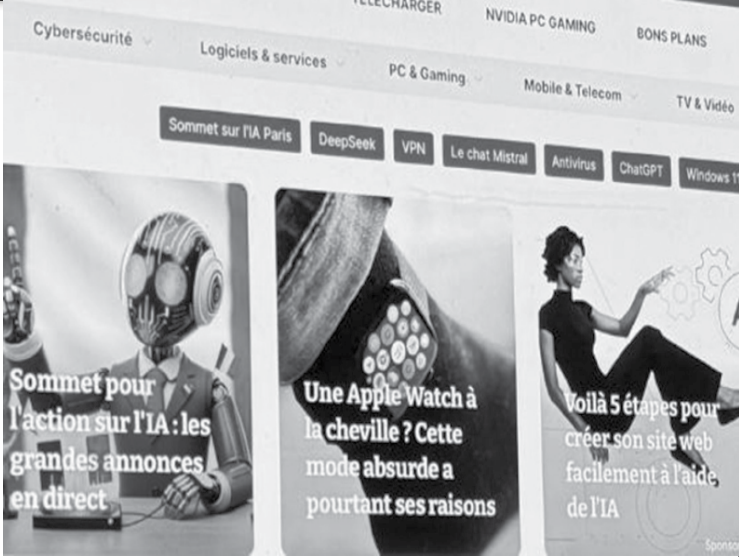
Un malware dopé à l'IA qui se fait discret

Le malware, baptisé SimpleStealth, se propage via un site web frauduleux lequel imite parfaitement l'interface de Grok. L'adresse du site malveillant est xailc[.]com. Les visiteurs y trouvent un fichier à télécharger nommé Grok.dmg, lequel est bien entendu présenté comme une application légitime. Une fois lancé, ce programme demande le mot de passe administrateur de l'utilisateur, sous couvert d'une procédure d'installation normale. Cette demande permet au malware

de contourner la protection de quarantaine de macOS et d'installer ses fichiers sur le système.

Les chercheurs de Mosyle expliquent avoir découvert des traces d'intelligence artificielle dans le code de SimpleStealth. Le code affiche toutes caractéristiques grossières d'une génération par IA : commentaires excessifs, logique redondante, et un mélange d'anglais et de portugais brésilien qu'aucun développeur humain n'aurait volontairement produit. Nul besoin de compétences techniques, l'IA permet ainsi aux cybercriminels d'accélérer le développement de logiciels malveillants.

Le malware se comporte comme un mineur de cryptomonnaies, tout en restant très discret. Il ne commence à miner que lorsque l'utilisateur est absent depuis au moins une minute, et s'arrête immédiatement dès son retour. SimpleStealth se camoufle en outre sous des noms de processus système courants comme kernel_task ou launchhd, ce qui



le rend difficile à repérer dans le Moniteur d'activité. Au moment de sa découverte, il échappait à la détection des principaux antivirus.

Le mois dernier, nous rapportions que les malware se tournaient de plus en plus vers macOS, notamment via des campagnes ClickFix qui poussent les utilisateurs à exécuter des commandes malveillantes dans le terminal. Apple conseille de s'en tenir aux applications

listées au sein de son App Store, ce qui paraît toutefois bien réducteur, notamment pour les développeurs ne souhaitant pas reverser une commission à l'entreprise. Quoi qu'il en soit, les protections intégrées d'Apple ne suffisent pas à elles seules, mais il existe plusieurs solutions de sécurité pour Mac dont la base virale est rapidement mise à jour.

En Bref...



Après la 4G puis la 5G, une nouvelle génération de réseau mobile se prépare. La 6G promet des vitesses ultra-rapides, bien supérieures à celles des réseaux actuels

Alors que la 5G est toujours en cours de déploiement en France et dans le monde, la prochaine génération de réseau mobile commence déjà à faire parler d'elle. La 6G s'annonce effectivement comme la prochaine étape de l'évolution des réseaux mobiles, offrant des vitesses ultra-rapides.

À ce stade, la sixième génération de réseau mobile est encore loin d'arriver sur votre smartphone. Son arrivée commerciale n'est effectivement pas attendue avant la prochaine décennie.

La 6G devrait voir le jour vers 2030 une fois que les standards techniques seront définis et que les premières infrastructures seront déployées.

Vers une nouvelle génération d'usages numériques

Si la 6G suscite déjà autant d'intérêt, c'est surtout pour les nouveaux usages qu'elle pourrait rendre possibles. La prochaine génération de réseau mobile ne va pas seulement améliorer les performances, mais elle va aussi transformer la manière dont les utilisateurs interagiront avec le numérique au quotidien.

Avant toute chose, la 6G devrait offrir des usages plus fluides et plus immersifs avec des temps de latence réduits. Les appels vidéo, les jeux et même le streaming gagneront ainsi en qualité et en stabilité.

Ensuite, la 6G pourrait aussi contribuer au développement de nouveaux usages immersifs, notamment en ce qui concerne la réalité virtuelle et la réalité augmentée.

Ces technologies existent déjà, mais elles restent fortement limitées par les réseaux actuels. Avec la 6G, elles pourraient devenir plus accessibles et plus confortables à utiliser, que ce soit pour le divertissement ou le travail à distance.



Musées

Ouverture du Mapping Festival Algeria au Musée du Bardo à Alger

Le Mapping Festival Algeria s’est ouvert, samedi soir, au Musée du Bardo à Alger, offrant une expérience artistique innovante dans le domaine des arts numériques, où la beauté et l’esthétique du patrimoine architectural algérien sont mises en valeur.

Le coup d’envoi de cette première édition du festival, qui se tient du 21 au 28 février courant au Musée public national du Bardo, a été donné en présence du Secrétaire général (SG) du ministère de la Culture et des Arts, et du représentant du ministère de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, départements qui parrainent cette manifestation numérique, ainsi que l’ambassadrice du Canada en Algérie, Robin Lynn Wettlaufer, dont le pays a été choisi comme invité d’honneur de cette édition.

A cette occasion, le directeur du Musée du Bardo, Zoheir Harichane, a déclaré que ce festival se veut une «initiative» qui s’inscrit dans la vision du ministère de la Culture et des Arts visant à «moderniser l’expérience muséale en Algérie et à intégrer les supports numériques dans la présentation et la valorisation du patrimoine culturel».



Il a, à cet égard, évoqué les récentes expériences et expositions organisées, ces dernières années, dans les établissements muséaux, lesquelles reflètent, a-t-il dit, «une orientation stratégique vers un musée contemporain, ouvert et interactif».

«L’accueil de ce festival par le Musée du Bardo n’est pas une simple célébration d’un art contemporain, mais constitue une expression profonde d’une vision culturelle nouvelle qui considère le patrimoine non pas comme une matière figée et conservée derrière des murs, mais plutôt comme une mémoire vivante, ouverte au dialogue, au renouveau et à la réinterprétation par les langages

et les outils créatifs de notre époque», a-t-il ajouté.

Il a également mis en exergue la valeur de l’expérience artistique immersive qu’offre le Mapping Festival Algeria, qui s’appuie sur les arts numériques et les techniques visuelles modernes, en vue d’une «relecture» de l’architecture historique et du capital culturel conservé au Musée public national du Bardo, notamment en ce qui concerne les périodes préhistoriques et les collections ethnographiques, dans une interaction créative entre le passé et l’avenir, et entre la mémoire et la technologie».

Pour sa part, l’ambassadrice du Canada en Algérie a salué l’organisation de cette manifestation «importante», où

«l’imaginaire et le patrimoine architectural se conjuguent avec la technologie», exprimant le vœu qu’elle devienne «une tradition annuelle pérenne contribuant à l’édification d’une industrie culturelle réussie et durable».

S’agissant du choix du Canada comme invité d’honneur de cette première édition, à travers la participation de plusieurs créateurs canadiens spécialisés dans le mapping, l’ambassadrice a relevé que ce qui distingue ce festival est «l’élargissement du champ de partenariat entre professionnels et spécialistes en Algérie et au Canada», outre «le développement de projets communs futurs à même de renforcer les échanges culturels et créatifs entre les deux pays».

De son côté, le directeur du festival, Samy Lamouti, a fait savoir que cet événement est organisé par la jeune start-up AVEE, spécialisée dans le cinéma et les activités culturelles, qui «cherche à créer des espaces d’échange artistique et à renforcer la coopération culturelle», précisant qu’elle a pris l’initiative de lancer le premier festival dédié à l’art du mapping comme «une étape qualitative visant à soutenir et à développer le domaine».

Le festival permettra au public spécialisé comme au grand

public de «vivre une expérience visuelle immersive dans le domaine du mapping, en exploitant l’espace symbolique qu’est le Musée du Bardo, pour présenter les créateurs algériens et canadiens du secteur, en vue de renforcer les échanges culturels et cognitifs», a-t-il indiqué.

Le programme de ce festival comprend, selon l’intervenant, l’organisation de master class au profit de «plus d’une centaine de stagiaires, en partenariat avec l’Ecole des Beaux-Arts», dans le but de «permettre aux participants de bénéficier d’expertises académiques et professionnelles spécialisées».

A cette occasion, une expérience artistique innovante a été présentée, utilisant les arts numériques et les techniques du mapping, mettant en valeur le patrimoine architectural du Musée du Bardo avec une vision contemporaine qui préserve son identité historique et lui confère une dimension esthétique joyeuse, suscitant ainsi l’admiration et la curiosité du public présent.

La famille artistique salue les orientations du président de la République pour une renaissance créative et culturelle en Algérie

La famille artistique de Constantine a salué, mardi, les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu’il a présidée lundi, visant à impulser une renaissance créative et culturelle en Algérie.

Il s’agit, notamment de lancer le projet de l’Orchestre philharmonique international d’Alger, de créer de grandes salles de spectacles (Zénith), d’activer le rôle des grandes institutions culturelles et de relancer et de soutenir les instituts de musique à travers le pays.

A ce propos, le directeur du complexe culturel Ahmed

Bey «Zenith» à Constantine, Zid Mokram, a salué dans une déclaration à l’APS ces orientations qui constituent «un renforcement de l’acte culturel à travers le pays» et permettent «un contact direct entre l’artiste et le public», tout en plaçant l’Algérie «parmi les pays prêts à accueillir des manifestations artistiques nationales et internationales».

Concernant le projet de l’Orchestre philharmonique international, le même responsable a estimé qu’il contribuera à revitaliser la musique symphonique et algérienne dans un esprit moderne en adéquation avec le patrimoine civilisationnel du pays.

Dans le même contexte, la directrice

du Musée des arts et expressions culturelles traditionnelles Palais du Hadj Ahmed Bey, Meriem Guebaillia, a affirmé que le projet de création de l’Orchestre philharmonique international et la relance de l’Opéra d’Alger «ne constituent pas seulement une vitrine artistique, mais incarnent la dynamique de renouveau que connaît l’Algérie nouvelle, laquelle place la préservation et le développement du patrimoine civilisationnel au cœur de ses priorités».

S’agissant de la relance de l’activité théâtrale, en raison de son rôle dans l’animation de la vie culturelle et en tant que pilier du soft power, Chems Eddine Ghernaout, directeur du

Théâtre régional Mohamed Tahar Fergani, a salué cette initiative qui contribuera, selon lui, à «renforcer la place du théâtre en tant qu’espace d’expression artistique et culturelle et à ouvrir la voie au renouvellement de ses spectacles et au développement de ses programmes pour suivre les évolutions culturelles et sociales du pays».

Il a ajouté que le soutien du président de la République à l’activité théâtrale «insuffle un nouveau souffle aux hommes de théâtre, contribue à classer le théâtre parmi les piliers du soft power et impose aux institutions culturelles de proposer un contenu à la hauteur de la réputation internationale de l’Algérie».

De son côté, l’artiste Ahmed Benkhelaf a exprimé son grand optimisme quant à la relance et au soutien des instituts de musique dans toutes les communes du pays, soulignant que cette mesure constitue «la pierre angulaire de la formation d’une génération artistique de haut niveau».

Il a également noté que le rapprochement des institutions de formation musicale des talents «permettra de découvrir les potentialités créatives, d’élever le niveau artistique et de préserver le patrimoine musical algérien en le transmettant aux générations montantes selon des bases scientifiques et des règles artistiques rigoureuses».



A l'IMA, Plongée dans l'histoire de Byblos, premier grand port international du monde antique

Au cœur d’une exposition exceptionnelle, la cité millénaire de Byblos révèle son rôle fondateur dans l’histoire de la Méditerranée, entre commerce, diplomatie et naissance de l’écriture. Présentée à l’Institut du monde arabe, en partenariat avec la Direction Générale des Antiquités du Liban, avec la collaboration du musée du Louvre et sur une idée originale du musée des Antiquités de Leiden, cette manifestation retrace près de neuf millénaires d’histoire urbaine continue.

Une cité fondatrice du monde méditerranéen

Bien avant l’essor des grandes puissances antiques, Byblos reliait déjà la côte libanaise à l’Égypte, à la Mésopotamie et au monde égéen. Dès 3200 av. J.-C., elle s’impose comme l’un des principaux ports de la Méditerranée — un statut qu’elle conservera plus de deux mille ans. Cette position stratégique s’explique notamment par ses liens privilégiés avec les pharaons, fondés sur le commerce du cèdre, ressource précieuse recherchée pour la construction navale. les temples

et les rites funéraires. Implantée sur un promontoire dominant la mer, à quarante kilomètres au nord de Beyrouth, la ville constitue aujourd’hui l’un des plus anciens sites habités sans interruption au monde. Classée au patrimoine mondial de l’UNESCO, elle témoigne d’une évolution urbaine allant d’un village de pêcheurs né il y a plus de 9000 ans à une cité-État prospère de l’âge du Bronze.

400 trésors pour raconter une civilisation

L’exposition rassemble près de 400 pièces majeures, dont l’obélisque d’Abishemou ou encore une mosaïque représentant l’enlèvement d’Europe. Issues notamment de tombes royales et de sanctuaires, ces œuvres vaisselle d’or et d’argent, bijoux incrustés de pierres semi-précieuses, armes d’apparat illustrent la richesse et le raffinement de la cour de Byblos au début du IIe millénaire av. J.-C. Plusieurs objets témoignent de l’influence directe de l’Égypte, certains ayant même été offerts par les pharaons Amenemhat III et Amenemhat IV. Les dépôts

votifs du Temple aux Obélisques révèlent quant à eux un univers religieux foisonnant, peuplé de figurines en bronze parfois dorées, de haches rituelles et de poignards cérémoniels.

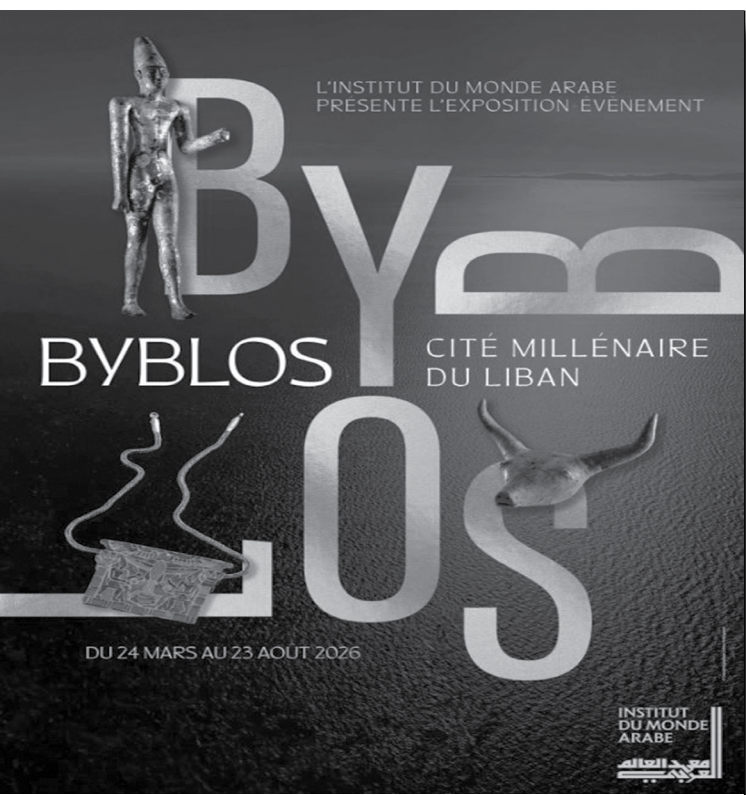
Une découverte archéologique majeure

Moment fort du parcours : la présentation des découvertes récentes issues des fouilles menées depuis 2019. Les archéologues ont mis au jour une nécropole intacte datant d’environ 1800 av. J.-C., appartenant à l’élite de la cité une trouvaille exceptionnelle dans la région. Ces artefacts bouleversent déjà la compréhension des structures sociales et économiques de cette puissance maritime antique.

Le site, exploré dès le XIXe siècle par l’érudit français Ernest Renan, continue ainsi de livrer ses secrets, confirmant que Byblos n’est pas seulement un vestige du passé, mais un laboratoire vivant de l’histoire méditerranéenne.

Une épopée toujours vivante

Au-delà de l’Antiquité, le parcours met également en lumière les périodes phénicienne, hellénistique,



romaine et médiévale, jusqu’aux habitants actuels qui perpétuent la vie au cœur de la vieille ville. Cette continuité humaine fait de Byblos un rare exemple de cité où l’histoire ne s’est jamais interrompue. Entre archéologie spectaculaire et récit civilisationnel, l’exposition

offre ainsi une immersion dans l’une des plus anciennes aventures urbaines de l’humanité celle d’une ville qui, bien avant les routes maritimes modernes, avait déjà fait de la Méditerranée un espace d’échanges, de cultures et d’idées.

Un nouveau livre explore 12 chefs-d'œuvre de l'art du manuscrit islamique à travers les siècles

Un nouveau livre consacré à 12 manuscrits islamiques extraordinaires vient d’être publié, avec pour ambition de rendre ces chefs-d’œuvre richement illustrés accessibles au plus grand nombre. Intitulé « Illuminated: Art, Knowledge, and Wonder in Twelve Islamic Manuscripts » et publié par Empty Quarter Press, l’ouvrage présente une sélection de douze des plus beaux manuscrits jamais produits. Parmi eux figurent des classiques arabes médiévaux tels que Maqamat al-Hariri, Kalila wa Dimna, Aja’ib Al-Makhlukat Wa Ghara’ib Al-Mawjudat et Kitab Al-Diryaq, ainsi que des œuvres spectaculaires issues des mondes timouride, safavide et moghol, du XIIIe au XVIIe siècle. Son auteur, William Greenwood, est spécialiste de l’art et de la culture islamiques. Les manuscrits présentés étaient conçus à la fois comme des réceptacles de savoir et comme des objets artistiques à part entière. Des traités médicaux aux cartes célestes, de la poésie épique aux fables, chacun

réflète la richesse et la diversité des traditions intellectuelles et artistiques du monde islamique. Pour Greenwood, qui a travaillé plus de dix ans comme conservateur dernièrement au Zayed National Museum d’Abou Dhabi ces manuscrits sont importants pour plusieurs raisons. D’abord, ce sont des œuvres d’art remarquables. Ensuite, chacun constitue « un instantané de l’époque de sa création, tant par son style artistique et son contenu que par son contexte historique ». Le premier chapitre du Kitab al-Diryaq, par exemple, est attribué à Mossoul au milieu du XIIIe siècle et « vise clairement à glorifier le souverain », explique Greenwood. Kitab Suwar al-Kawakib al-Thabita, copié au XVe siècle à Samarcande, témoigne de l’essor des sciences durant la Renaissance timouride, tandis que le Hamzanama, réalisé dans l’Inde du XVIe siècle, marque l’émergence d’un style pictural proprement moghol. « La troisième raison, poursuit-il, est que, aussi belles que soient les peintures et les enluminures, elles sont presque toujours destinées

à magnifier des textes qui sont en eux-mêmes remarquables qu’il s’agisse d’épopées nationales comme le Shahnameh, d’ouvrages encyclopédiques comme Aja’ib al-Makhlukat, ou de démonstrations de virtuosité linguistique telles que les Maqamat d’Al-Hariri. » Enfin, ces manuscrits constituent, selon lui, « des témoignages remarquables d’un monde islamique multiculturel et cosmopolite, capable d’absorber, de raffiner et de repenser des influences aussi diverses que les fables indiennes ou l’astronomie classique pour en faire un ensemble cohérent et distinctement “islamique” ». L’intérêt de Greenwood pour les manuscrits enluminés a été éveillé par une copie mamlouke du milieu du XIVe siècle de Sulwan al-Muta’ fi ‘Udwan al-Atba’, qu’il a découverte alors qu’il travaillait au Musée d’art islamique de Doha. « Il s’agit de la seule copie médiévale illustrée de ce texte, probablement réalisée pour un mécène royal », explique Greenwood, qui a également

travaillé au British Museum de Londres. « Le mélange d’éléments byzantins, persans et chinois dans les peintures correspondait parfaitement à mon intérêt pour les échanges interculturels. Le texte appartient au genre des “miroirs des princes”, destiné à conseiller les souverains un type d’écriture fondamental, également représenté dans Illuminated par une copie mamlouke du début du XIVe siècle de Kalila wa Dimna. » Cependant, ce n’est pas une découverte isolée qui l’a poussé à écrire ce livre, mais le constat progressif que, bien que le grand public s’intéresse aux manuscrits islamiques illustrés et enluminés, il existe peu d’ouvrages de synthèse accessibles. « Il existe de nombreuses publications très spécialisées consacrées soit à des manuscrits précis, soit à certains éléments décoratifs, mais peu de livres destinés à un public curieux mais non universitaire. Il était aussi stimulant de rassembler, dans un même ouvrage, des peintures issues de manuscrits très différents. Cela permet de suivre

l’évolution des styles et des idées du XIIIe au XVIIe siècle, ce qui est particulièrement utile pour les non-spécialistes. » Le résultat est un livre richement illustré, conçu pour un large public. À la fois célébration des traditions artistiques du livre islamique et invitation à en découvrir la beauté et les trésors, Illuminated réunit art islamique, savoir et récit dans une forme accessible et attrayante. « J’espère que le fait de voir ces œuvres réunies dans une même publication ouvrira les yeux des lecteurs sur leur caractère exceptionnel », conclut Greenwood. « Ce livre s’adresse vraiment à tout le monde, et s’il suscite un intérêt plus large pour les manuscrits présentés, il aura déjà une valeur unique. Toutes ces œuvres sont liées, d’une manière ou d’une autre, à la transmission du savoir et de la sagesse, et si ce livre peut contribuer à les diffuser un peu plus, alors il aura pleinement rempli sa mission. »



Comment détoxifier son foie naturellement ?

Le drainage naturel ou «détox» aide à éliminer les déchets et toxines du foie, tout en stockant les vitamines dont le corps a besoin. Pollution, alimentation industrielle, stress... Le foie est mis à rude épreuve tout au long de l'année. Myriam Zlotnik, naturopathe, conseille de procéder à un drainage ou «détox» du foie afin de retrouver forme et énergie. Mais attention, détoxifier son foie ne se fait pas n'importe comment. Plus on avance en âge et plus on aura des signes de fatigue hépatique. On pourra facilement observer les signes de fatigue du foie comme une mauvaise haleine, une langue chargée, des réveils nocturnes entre 1 h et 3 h du matin ou encore des maux de tête.

A quel moment de l'année drainer son foie ?

Le changement de saison est idéal pour procéder au drainage du foie. En médecine traditionnelle chinoise, on préconise le passage de l'hiver au printemps. En effet, durant l'hiver le corps met au repos les organes dédiés à l'élimination et c'est au printemps qu'ils seront très sollicités et auront le plus de force. Le drainage permet de booster le processus d'élimination des toxines déjà naturellement mis en route au printemps. Par ailleurs, la période hivernale est propice à la production et surtout au stockage de déchets qui s'accumuleront dans le foie et finiront par envahir le sang si



Combien de temps pour nettoyer son foie ?

Détoxifier son foie ne se fait pas en un jour ! La détox doit durer au moins 2 à 3 semaines pour observer les effets. Entre chaque cure détox, il convient de respecter un laps de temps d'au moins 1 mois. Comment faire pour drainer son foie ? Pour éliminer les toxines et régénérer le foie en douceur, il faut :
► Éliminer les laitages, les produits raffinés trop gras et trop sucrés, les excitants (alcool, café, tabac...) ou encore les grillades.
► Privilégier les aliments riches en fibres (légumes crucifères comme le chou-fleur, le brocoli...), de préférence crus.
► Boire 2 litres d'eau par jour.

Quelles sont les meilleures plantes pour drainer son foie ?

Il convient de miser sur les plantes une fois le nettoyage entamé et la machine lancée. Le choix des plantes adaptées se fera grâce à l'accompagnement du naturopathe.

Certaines plantes aident au nettoyage du foie pendant la nuit :

- L'artichaut (à prendre le soir en graines, en tisanes ou en gélules)
- Le pissenlit (à prendre en infusion pendant 3 semaines)
- Le boldo (à prendre le soir en graines, en tisanes ou en gélules)
- Le fumeterre (à prendre le soir en graines, en tisanes ou en gélules)
- Le romarin (à prendre après les repas pour libérer la bile)
- Le radis noir (à prendre après les repas pour libérer la bile)
- Le Chardon-Marie (à prendre après les repas pour libérer la bile).

Comment nettoyer son foie naturellement ?

► Appliquer une bouillotte chaude sur son foie chaque soir (en respectant les précautions d'usage de la bouillote).
► Opter pour le sauna, la sophrologie, la méditation, le yoga ou la réflexologie faciale pour se relaxer afin d'éviter le stress et éliminer encore plus les toxines.
► Ne pas gaspiller d'énergie inutilement afin de tout concentrer sur le travail du foie. Une

bonne vitalité sera donc nécessaire pour avoir les ressources nécessaires à cette détoxification. Si l'on ressent déjà de la fatigue ou encore du stress qui en consomme beaucoup, le drainage peut avoir tout l'effet inverse. Il faudra donc se revitaliser afin de retrouver l'énergie suffisante pour effectuer correctement cette detox.
► S'alléger en stress en pratiquant les activités adéquates
► Alléger son alimentation pour ne pas consommer tout son capital énergétique au niveau de la digestion.
► Pratiquer le brossage à sec avant la douche avec une brosse douce en poils naturels : effectuer les mouvements de bas en haut, toujours en direction du cœur. Ce réflexe quotidien permettra d'évacuer plus facilement les toxines par la peau.
• Repas copieux, sucrés, gras ou riches en alcool... Attention à votre foie qui peut être vite engorgé, fatigué et moins bien fonctionner. Heureusement, il y a des aliments bons qui permettent de le nettoyer naturellement et de faciliter la digestion

en quelques jours. La liste des 7 meilleurs.

Quelles sont les précautions et contre-indications quand on fait une détox du foie ?

Un accompagnement dans une détox du foie est plus que conseillé. En effet, le drainage doit être fait correctement en prenant compte de son état physique du moment. Le drainage du foie est totalement contre-indiqué :
► Pour les femmes enceintes (en revanche, une détox globale pour préparer une future grossesse est idéale)
► Si l'on souffre de lésions ou de troubles spécifiques au niveau du foie. Quels sont les risques et effets secondaires d'une détox du foie ? Il faut être conscient que libérer les toxines du corps peut avoir des conséquences quelque peu désagréables comme des boutons, une sueur plus odorante, une urine foncée. Même si ces désagréments sont le signe du bon fonctionnement du processus, ils peuvent être inquiétants lorsque l'on affronte son drainage seul. D'où l'intérêt une nouvelle fois d'être accompagné. Par ailleurs, changer d'alimentation et adopter une nouvelle hygiène de vie n'est pas toujours facile à mettre en place et un naturopathe sera en mesure d'évaluer les risques, mais aussi le succès du drainage avant de commencer, et pourra vous proposer une détox personnalisée.



Le fameux régime «soupe aux choux» fait-il vraiment maigrir ? Voici la vérité

Le régime de la soupe aux choux est un programme amaigrissant à très basses calories qui permet de perdre rapidement du poids. Très difficile à suivre au quotidien au vu de son menu unique à base de soupe aux choux, il ne doit pas durer plus de 7 jours. Contraignant mais court, le régime de la soupe aux choux fait partie des plus connus. Il promet une perte de poids de 2 à 5 kilos en une semaine mais les résultats dépendent d'un nombre important de facteurs : âge, sexe, morphologie... Et les effets sur la santé sont en prendre en considération.

Comment suivre le régime soupe aux choux ?

La soupe aux choux est rassasiant et brûle les graisses. Vous devrez en consommer à chaque début de repas (petit-déjeuner, déjeuner, collation et dîner). La soupe doit être composée de plusieurs légumes tels que du chou, des tomates, de l'ail, de l'oignon, du poivron, des carottes, du céleri et du persil, mais sans pomme de terre. Vous pouvez également y ajouter des épices comme le curry.

Quelles recettes de soupes aux choux pour mincir ?

Voici quelques idées faciles et peu coûteuses pour réaliser des soupes aux choux savoureuses et brûles-graisses.

Quels sont les aliments



autorisés pendant un régime soupe au chou ?

- Jour 1 : les fruits
- Jour 2 : légumes
- Jour 3 : fruits + légumes
- Jour 4 : banane (3 maximum) + lait écrémé
- Jour 5 : bœuf cuisiné sans matière grasse ou volaille sans peau
- Jour 6 : bœuf, veau, volaille sans peau et cuits sans matière grasse + légumes
- Jour 7 : riz complet, jus de fruits sans sucres ajoutés + légumes

Quels sont les aliments interdits pendant un régime soupe au chou ?

Le régime soupe aux choux est très restrictif. A l'exception des aliments conseillés, tous les autres sont interdits

- Charcuteries
- Matières grasses : beurre, huile, crème fraîche
- Produits sucrés : confiture, chocolats, biscuits...
- Fromages et lait entiers
- boissons alcoolisées

Comment stabiliser son poids après le régime soupe aux choux ?

A la fin de la première semaine, vous pourrez au fur et à mesure enrichir votre alimentation avec des fruits puis des légumes, ou encore du bœuf ou du riz complet. Côté boisson, vous pouvez ingérer de de l'eau, du café ou du thé sans sucre. Les jus de fruits sans sucres ajoutés peuvent être introduits le 7e jour. Pour éviter les fringales et



arriver rapidement à satiété, il est recommandé de boire un bol de soupe le matin et avant le dîner. Enfin, veillez à préserver un laps de temps de deux semaines minimum avant de recommencer si besoin.

Est-ce qu'on peut faire du sport pendant un régime soupe aux choux ?

Etant donné que c'est un régime hypocalorique (600kcal) à courte durée, l'apport énergétique s'avère très faible. Il vaut donc mieux éviter toute activité physique. Celle-ci augmenterait la dépense énergétique pouvant provoquer ainsi de l'hypoglycémie, un malaise vagal et augmenter le risque d'accident cardio-vasculaire.

Est-ce que le régime soupe aux choux est dangereux ?

Ce régime très basses calories est interdit aux enfants, aux femmes enceintes, aux seniors et aux personnes avec des problèmes de santé (diabète, hypertension). Les risques pour l'organisme (problèmes cardiovasculaires, calculs biliaires, hypoglycémie..) peuvent d'autant plus s'accroître si la diète se prolonge au-delà de 7 jours. Comme pour toutes les régimes amincissants, il est préférable de consulter son médecin avant de se lancer.

Pas besoin de le noyer dans la crème Le gratin dauphinois est bien fondant quand on connaît le bon geste



Votre gratin dauphinois manque souvent d'onctuosité ? Selon Julie Andrieu, un geste simple suffit à corriger le problème.

Le gratin dauphinois, ce n'est pas juste un gratin de patates. C'est un

plat «révolutionnaire». Et pas seulement parce qu'il a participé à forger notre patrimoine culinaire. Sa première mention écrite remonterait en effet aux préludes de la Révolution française. Plus précisément au 12 juillet 1788, jour où il fut servi à la table du

duc Charles-Henri de Clermont-Tonnerre, alors lieutenant général du Dauphiné, qui recevait les officiers de la ville de Gap à dîner. Son origine exacte demeure pour autant inconnue. On sait seulement que la « patate » apparaît en Italie en 1565, puis en Suisse en 1589, avant de franchir les monts alpins pour gagner progressivement les cuisines du sud-est de l'Hexagone entre le XVIe et le XVIIe siècle. Il faudra néanmoins attendre le XIXe siècle pour que le fameux plat gratiné se popularise dans les auberges du Vercors.

À quoi tient son succès ? Au moins autant à sa générosité qu'à son humilité. Ses ingrédients, simples, sont volontairement peu nombreux : des pommes de terre taillées en fines rondelles

régulières, du lait et de la crème pour assurer la liaison, éventuellement quelques gousses d'ail et une pincée de noix de muscade pour le parfumer, du sel et du poivre. Rien de plus. Surtout pas de fromage, sous peine de le transformer en gratin savoyard (et de réveiller les rivalités). Oui, difficile à croire que cette croûte dorée qui se forme à la surface est uniquement le fruit du lait qui cuit. C'est là toute sa magie...

Mais pour jouer les sorciers gratinés, encore faut-il déjouer un certain nombre de pièges. Comme cette erreur fréquente que pointe Julie Andrieu sur sa chaîne YouTube. «Il faut éviter de poser les pommes de terre même joliment dans le plat, puis de les recouvrir de crème, car la crème ne va pas réussir à rentrer

entre chaque rondelle», explique l'animatrice culinaire. On perd alors en liant et en crémeux. Il convient donc de prendre quelques minutes pour enduire uniformément les tranches de crème, à la main, en les séparant une à une pour qu'elles soient toutes bien enrobées. Nul besoin donc, de noyer le gratin sous la crème : une bonne répartition suffit pour que les pommes de terre l'absorbent.

À noter que Julie utilise exclusivement de la crème dans sa recette, mais l'astuce reste évidemment valable si vous la coupez avec du lait. Un geste qui paraît complètement anodin, mais qui fait toute la différence à la découpe et à la dégustation !

Steven Spielberg est convaincu qu'il existe une vie extraterrestre

Dans une vidéo publiée par Universal, le réalisateur revient sur sa fascination pour l'espace et l'existence des extraterrestres, qui reste pour lui une évidence.

Le plus grand des conteurs sur pellicule revient en juin prochain avec Disclosure Day, un film de science-fiction sur des phénomènes paranormaux et la révélation d'une vie extraterrestre. En marge d'une bande-annonce diffusée par Universal, Steven Spielberg n'a pas hésité à afficher ses convictions et affirmer qu'il croyait dur comme fer à une forme de vie hors de notre terre - 56% des Américains partagent également son avis. « Quand j'étais enfant, j'ai développé une véritable curiosité pour le ciel nocturne et ce qui s'y passe, explique-t-il. Et pas seulement pour une possibilité, mais pour une certitude qu'il existe une vie en dehors de cette pla-



nète ». Un avis qu'il estime aujourd'hui partagé par beaucoup, au fur et à mesure des révélations sur des phénomènes inexplicables. « Les questions sur ce qui se passe dans notre ciel, mais aussi dans nos réalités, touchent désormais une masse de gens.

Sommes-nous seuls ou non ? Et si quelqu'un sait que nous ne le sommes pas, pourquoi ne nous l'a-t-on jamais dit ? », s'interroge-t-il. L'espace a toujours fasciné Spielberg, depuis que son père ingénieur lui avait offert, à 7

ans, un télescope pour scruter le ciel. Un outil quasi magique à ses yeux qui a développé son imaginaire d'enfant et nourri sa créativité d'adulte, lui inspirant nombre de films sur le sujet comme Rencontre du troisième type, La guerre des mondes et bien sûr son chef-d'œuvre ET, sans doute l'un de ses longs-métrages les plus personnels. Obsession Cette passion ne l'a jamais quitté, il a toujours lu des témoignages, dévoré des livres, exploité des archives, décortiqué des documentaires sur le sujet, suivant en ce sens son époque qui s'est largement ouverte sur l'espace après la Seconde Guerre mondiale : l'affaire Roswell, la conquête spatiale, la mission Apollo sur la lune, sans oublier ces curieux rapports du Pentagone sur des signalements d'ovnis dévoilés en 2023 - pour mieux cacher des essais militaires ont rétorqué certains.

« Je pense que ce qui est sorti récemment est tout simplement fascinant », expliquait à l'époque Steven Spielberg dans le talk-show de Stephen Colbert sur CBS. « Je ne pense pas que nous soyons seuls dans l'univers. Je pense que c'est mathématiquement impossible que nous soyons la seule espèce intelligente dans le cosmos ». Et son rêve reste d'en avoir la preuve formelle. « Je n'ai jamais vu d'ovni, j'aurais bien aimé, confiait-il. Je n'ai jamais vu quelque chose d'inexplicable. Mais je crois certaines personnes ayant vu des choses qu'ils ne pouvaient expliquer. » Avant de conclure : « Je ne suis pas astrophysicien, mais en tant que cinéaste, en tant que personne qui fait marcher son imagination et qui a une curiosité insatiable sur les OVNIS, je sais qu'il se passe quelque chose qui ne nous est pas dévoilé. »

Pourquoi Sting ne veut pas laisser de fortune à ses enfants

Sur France Inter, le chanteur britannique a confirmé qu'il ne laissera pas grand-chose à ses six enfants. « Je ne pense pas que ce soit un cadeau à leur faire », a-t-il estimé.

Voilà les enfants de Sting prévenus : il ne faut pas qu'ils s'attendent à recevoir des millions en héritage, ce n'est pas la philosophie de leur célèbre père. Une décision que le chanteur a déjà prise et qu'il a répétée récemment au micro de France Inter. « Je ne pense pas que ce soit un cadeau à leur faire, c'est trop, a-t-il confié. Mes enfants veulent travailler, ils veulent tracer leur propre voie dans la vie. Je ne vais pas leur voler ça. Je ne veux pas leur voler leur ambition. C'est une éthique de travail et ils l'ont... »

L'ex leader du groupe The Police a eu six enfants de deux femmes différentes : Joe (49 ans) et Fuchsia (43 ans), nés de son premier mariage avec Frances Tomelty, ainsi que Bridget (41 ans), Jake (40 ans), Eliot (35 ans) et Giacomo (30 ans), issus de son union avec sa seconde épouse, Trudie Styler. Tous ont eu une enfance choyée et privilégiée, sans pour autant être trop gâtés, et travaillent dans des métiers qu'ils ont choisis, dans la comédie, la réalisation ou la musique – le dernier est même devenu policier, un rêve qu'il avait depuis l'âge de 13 ans.

Tout dépenser

Après 50 ans de carrière et 100 millions de disques vendus, le chanteur britannique a pourtant accumulé une fortune estimée à 200 millions d'euros. Mais il

puise constamment dedans pour assurer son train de vie, ses engagements humanitaires et ceux de son épouse Trudie, ainsi que ses différents projets – il a notamment financé en grande partie la comédie musicale The Last Ship qui est présentée en ce moment à La Seine musicale à Paris. « L'argent, c'est fait pour être dépensé, on ne peut pas l'emporter avec soi », a expliqué la rock star, âgée aujourd'hui de 74 ans « Je n'arrêterai pas de travailler, j'adore travailler, c'est ce qui me définit. Je suis en pleine forme, donc je continue... » Si Sting agit ainsi avec ses enfants, c'est que lui-même s'est construit par la force de sa volonté et de son talent. Issu d'un milieu modeste – un père ouvrier puis laitier, une mère coiffeuse – il a tout fait pour échapper à une



vie sur les chantiers navals de Wallsend, décrocher des bourses, s'offrir des études, devenir un temps instituteur avant de former le groupe The Police. « Mes enfants travaillent tous extrêmement dur, a-t-il confié dans

Gala. Je pense qu'ils tiennent ça de moi et de leurs mères. Ce goût pour le labeur sera mon héritage ». Même s'il devrait tout de même leur laisser quelques miettes au final...

Bafta 2026 : Un invité atteint du syndrome de la Tourette profère des insultes racistes

John Davidson, qui a inspiré le film « I Swear » et est atteint du syndrome de Gilles de la Tourette, a involontairement lancé des insultes racistes à Michael B. Jordan et Delroy Lindo lors de leur discours de remise de prix aux Bafta 2026

Michael B. Jordan et Delroy Lindo ont essuyé des insultes racistes alors qu'ils remettaient le prix des meilleurs effets spéciaux à la 79e cérémonie des Bafta le dimanche 22 février 2026. Elles provenaient de John Davidson, activiste écossais

atteint du syndrome de Gilles de la Tourette et sujet du film indépendant britannique I Swear (Plus fort que moi). La situation a dû être gérée par le présentateur Alan Cumming et par la BBC qui diffusait la cérémonie, rapporte CNN.

Des tics involontaires

John Davidson, ambassadeur mondialement reconnu de cette maladie qui peut se manifester par divers tics sonores et visuels, était présent dans la salle pour célébrer la nomination dans cinq catégories du film racontant sa vie. Avant la cérémonie, il avait

déjà déclaré s'inquiéter que ses tics viennent perturber la soirée : « Certaines choses, comme aujourd'hui, où il y a beaucoup de monde autour de moi, me font ressentir davantage de tics, au cas où je m'emporterais. » En parallèle, les organisateurs ont aussi tenté de se montrer prévoyants. Le public avait ainsi été prévenu et l'hôte Alan Cumming avait demandé aux invités de « faire preuve de compréhension », expliquant que le syndrome de Gilles de la Tourette provoque des tics involontaires. Les insultes racistes adressées

à Michael B. Jordan et Delroy Lindo semblent néanmoins avoir fortement choqué. Delroy Lindo est d'ailleurs apparu un temps sonné, avant de reprendre son discours. Deux prix pour I Swear En conséquence, Alan Cumming a été amené à formuler des excuses. « Nous vous présentons nos excuses si vous vous êtes sentis offensés ce soir », a-t-il déclaré. Un message similaire a été diffusé par la BBC dans un communiqué. La chaîne, qui diffuse la cérémonie avec un important décalage, n'a pas

expliqué pourquoi elle n'a pas coupé les insultes de la cérémonie avant sa diffusion télévisée. Malgré ces difficultés, la soirée a été positive pour I Swear. Le film a reçu deux prix, dont celui du meilleur acteur, décerné à Robert Aramayo. L'acteur a tenu à rendre hommage à John Davidson : « C'est un précurseur en matière d'éducation, il sait qu'il reste tant à faire et à apprendre sur le syndrome de la Tourette. ».

ANNABA

Visites inopinées du wali au centre administratif Safsaf 2 et au siège du secteur urbain III à Hay El Abtal Le wali insiste sur l'amélioration du service public

S.F

Mardi 24 février 2026, dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service public et du renforcement de la performance des structures administratives, le wali, Abdelkrim Lamouri, a effectué, une visite inopinée au Centre administratif Sefsaf 2, relevant de la commune d'Annaba.

Cette sortie de terrain avait pour objectif de s'enquérir de près de la qualité des prestations fournies aux citoyens et d'évaluer les conditions d'accueil au sein de cette structure administrative. À cette occasion, le wali a émis des instructions au président de l'Assemblée populaire communale d'Annaba, insistant sur la nécessité d'assurer une prise en charge optimale des administrés et des usagers, à travers l'amélioration continue des services rendus et la valorisation de l'image du service public.

Dans un souci de proximité et d'écoute des préoccupations des habitants de la wilaya, le wali a également tenu des rencontres de proximité avec les



citoyens présents. Ces échanges ont permis de recueillir leurs doléances et de traiter certaines préoccupations sur place, tandis que d'autres ont été confiées aux services compétents pour une prise en charge et un suivi appropriés.

Hier, mercredi 25 février 2026, le wali Abdelkrim Lamouri, accompagné du chef de daïra d'Annaba et du président de l'Assemblée populaire communale d'Annaba, a effectué une visite inopinée à

Hay El Abtal et au siège du secteur urbain III d'Annaba. Cette sortie de terrain a permis au wali de s'enquérir de la situation générale de la cité et de constater l'état d'avancement des travaux de la première tranche du projet d'aménagement de Hay El Abtal. Le wali a également procédé à l'inspection des travaux d'ouverture d'un passage longeant le giratoire menant vers la résidence universitaire, un aménagement



destiné à améliorer la circulation et l'accessibilité dans la zone.

Le premier responsable de l'exécutif local s'est par ailleurs rendu au siège du Secteur urbain III d'Annaba, où il a émis des instructions fermes au président de l'APC en vue de la réhabilitation des infrastructures administratives. Les orientations portent notamment sur la rénovation du siège du secteur urbain, la création d'un service biométrique, l'aménagement de la salle d'honneur dédiée à la

célébration des actes de mariage ainsi que la réorganisation de bureaux au profit des services communaux.

Concernant le phénomène du commerce informel, le wali a insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes efficaces pour lutter contre cette pratique, tout en appelant à la création d'espaces adaptés permettant aux commerçants d'exercer leurs activités dans un cadre organisé et réglementé.

ANNABA

Le wali inspecte plusieurs marchés de proximité et ordonne des mesures de réhabilitation

S.F

Dans le cadre d'une sortie de terrain inopinée effectuée avant-hier mardi, le wali, Abdelkrim Lamouri, a procédé à l'inspection de plusieurs marchés de proximité à travers la commune d'Annaba, afin de s'enquérir des conditions de fonctionnement et d'écouter les préoccupations des commerçants et des usagers.

Au niveau du marché central d'Annaba, communément appelé marché aux poissons, le wali a pris connaissance des doléances exprimées par les commerçants et les citoyens. Il a donné des instructions au chef de daïra et au président de l'Assemblée populaire communale pour engager, dans les plus brefs délais, une opération

de réhabilitation de cette infrastructure, en concertation avec les commerçants, afin d'identifier les insuffisances et d'améliorer les conditions d'accueil et de service.

La visite s'est poursuivie ensuite au marché de proximité d'Oued Eddeheb, où des orientations ont été données pour une prise en charge rapide de la situation des commerçants à travers la réhabilitation du marché conformément à la nature de leurs activités. L'objectif affiché est de permettre sa réouverture effective et de contribuer ainsi à la lutte contre le commerce informel. Le wali a également instruit les responsables locaux d'intensifier les campagnes de nettoyage et d'assurer un embellissement régulier des

abords.

Au marché de Safsaf à la Plaine Ouest, la présence de plusieurs locaux fermés et inexploités a été relevée. Le chef de l'exécutif local a alors donné des instructions fermes au président de l'APC afin d'engager les procédures légales nécessaires en vue de la valorisation du patrimoine communal et de la réaffectation des locaux non exploités.

À travers ces visites successives, les autorités locales réaffirment leur volonté d'améliorer la gestion des marchés publics, de renforcer l'organisation de l'activité commerciale et d'assurer aux citoyens un service public de qualité.

